

LES LIBERTAIRES ET L'EDUCATION



**I.R.L.: INFORMATIONS ET
REFLEXIONS LIBERTAIRES**
Journal d'expressions libertaires

Directeur de publication:
Alain Thévenet

Commission paritaire: 55270

ISSN: 0398-5725

Imprimé par
BOSC Frères - Lyon

Dépôt légal n. 8053

Rédaction et administration:
IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc
69001 LYON

ABONNEMENT

5 numéros (1 an): 70 F
10 numéros (2 ans): 140 F
De soutien (2 ans): 200 F
Diffusion militante (5 exemplaires
pendant 1 an): 300 F
(ajouter 10 F pour l'étranger)

Pour vos versements:
IRL CCP 4 150 95 N LYON

S O M M A I R E

APRES LES ELECTIONS. page 3

TUNISIE: TOUCHE PAS A MON SYNDICAT pages 4 à 6

PURISTES, RINGARDS, DOCTRINAIRES... S'ABSTENIR page 7

DOSSIER: LES LIBERTAIRES ET L'EDUCATION:

MAI 68 - MAI 86. page 10

FREINET ET L'ANARCHISME. page 11

LES INSTITUTIONS QUI LIBERENT dans une classe Freinet. page 12

TECHNOLOGIES NOUVELLES page 13

CONTRE LA HIERARCHIE page 14

POUR UNE EDUCATION INTEGRALE pages 15 à 17

LA CHASSE AUX LIEUX DE VIE pages 18 et 19

SUMMERHILL: EDUCATION ET ANARCHISME pages 20 à 23

L'AGE DE RAISON pages 25 à 27

ACTUALITES, COUP D'OEIL SUR LE MONDE. pages 28 et 29

EST-INFOS: CHRONIQUE SUR LES PAYS DE L'EST pages 32 et 33

vous intéresse ?

La vie d'une revue intéresse toujours les lecteurs. Pourtant, depuis plusieurs numéros, nous ne vous avons pas informés de notre fonctionnement, de nos relations avec les libertaires en général et la rédaction parisienne en particulier.

Une des raisons pour lesquelles nous n'avons pas évoqué ces problèmes tient au malaise existant entre les deux rédactions.

Un malaise qui s'est traduit par la décision prise par l'ex-rédaction parisienne (voir ci-contre).

Il n'est pas possible d'expliquer en quelques mots l'évolution qui nous a amené à ce point. Le faire aujourd'hui reviendrait à ne livrer que notre propre point de vue, et non celui des copains parisiens.

C'est pourquoi nous souhaitons que tous ceux et celles qui sont intéressés par IRL viennent à l'AG du 14 juin au cours de laquelle nous essayerons de vous faire part de nos projets pour le futur d'IRL...

Car enfin, l'aventure continue...

IRL

NB: Vous pouvez, bien entendu, continuer à nous écrire pour nous faire part de vos réflexions.

VERS DE NOUVELLES AVENTURES

IRL-Paris a décidé de cesser sa collaboration à la revue. En effet, des divergences entre les rédactions lyonnaise et parisienne concernant l'élaboration et la fabrication de la revue n'ont pu, malgré plusieurs tentatives, être surmontées.

*Paris, le 13 mars 1986
IRL-Paris*



Après les élections

Je sais bien que, fondamentalement, le terrain électoral n'est pas celui où se situent les véritables enjeux, et l'expérience de la gauche au pouvoir a suffisamment montré que cette situation n'engendrait pas d'éléments politiques nouveaux. Cependant, nous vivons dans un monde où cette réalité-ci a son importance et des repercussions non négligeables sur notre vie quotidienne. Mêm-

me si je me dis que c'est un peu comme le font les amateurs de foot (mais est-ce vraiment la même chose?), je me suis passionné pour le résultat d'élections auxquelles je n'ai pas participé. Telles sont les contradictions de l'âme humaine, anarchiste en particulier.

A un niveau de gestion gouvernementale, le changement de majorité n'amènera sans doute pas de grande modification. Droite ou gauche mèneront grosso-modo une politique similaire. De ce point de vue, que je reconnais volontiers un peu étroit, la cohabitation est peut-être même une sorte de sauvegarde, qui évitera aux uns et aux autres de foncer dans la démagogie, en même temps que s'installera un régime foncièrement conservateur. On s'achemine sans doute vers un régime qui est en train de s'installer dans toute la société occidentale : un changement périodique de gestionnaires, menant une politique à peu près semblable, et que différencient seulement des coalitions d'intérêt différentes. A cette évolution, nous ne pouvons pas grand chose, et il n'est pas certain qu'elle entraîne une situation réelle plus négative que l'illusoire rivalité droite-gauche.

Le plus inquiétant se situe ailleurs, et je ne suis pas le seul à avoir été atterré par le triomphe de Le Pen. On peut toujours relativiser, compte tenu des abstentions, de la crise économique, sociale etc... Il reste que concrètement, 9,8 % des suffrages (13,4 à Lyon), cela signifie que chaque fois que j'aurai croisé dix personnes, il y en aura au moins une qui exprime ouvertement des idées racistes et fascistes et serait prête, si l'occasion s'en présentait ou si l'ordre en était donné, à me casser la gueule. Au même titre que les Arabes et que beau-

coup d'autres, je me sens, concrètement, en insécurité dans les rues. Le plus inquiétant, dans l'affaire, ce n'est pas tant les 10 %, mais les autres. C'est qu'on entend dire autour de soi qu'après tout, il y a réellement un problème posé par les immigrés ; que s'ils n'étaient pas là, il y aurait sans doute moins de chômage, moins de délinquance, qu'on devrait renvoyer directement en Algérie les délinquants mêmes primaires, que si la gauche avait été moins laxiste à ce sujet, on n'en serait pas là et on pourrait vivre un petit socialisme tranquille entre bons français. Bref, certains qui se vantent d'être des électeurs socialistes ne sont pas loin d'affirmer, ou de laisser entendre que la percée de Le Pen, c'est peut-être bien la faute aux Arabes, comme sans doute, la montée d'Hitler, c'était la faute aux Juifs.

Devant cet état d'esprit assez généralisé, il y a fort à craindre que gauche et droite traditionnelles se trouveront d'accord pour renforcer une campagne sécuritaire déjà bien engagé et dont les Arabes feront les premiers frais, juste avant les Anarchistes et d'autres.

Cette politique que ses promoteurs justifieront en disant qu'elle est la seule susceptible de prendre de court l'extrême droite ne fera en fait que favoriser son élan, en donnant du poids à ses arguments.

Je ne fais pas preuve de beaucoup d'originalité en remarquant que l'autre aspect fondamental de ces élections est qu'elles signent l'irréversibilité de l'écroulement du PC, souvent au profit du FN. Je ne m'en rejouis pas. Tant qu'à faire, et l'état du monde étant ce qu'il est, je préférerais savoir mon voisin au PC plutôt qu'au FN. C'est un fait historique que lorsque, après des hésitations, et quand ils ne dirigeaient pas ses coups prioritairement contre les Anarchistes ou les Trotskystes, le PC a seul été capable d'entraîner un mouvement populaire contre le fascisme. Aujourd'hui, ou d'ici peu, le pôle communiste sera complètement marginalisé, et cela non au profit d'un courant marxiste d'extrême gauche devenu quasi inexistant, non plus, il faut bien le reconnaître, au profit de la « mouvance » libérale, qui n'est pas capable de s'inscrire actuellement dans un mouvement de masse.

Une partie importante de ce qui constitue la classe prolétaire et qui consti-

tuait hier la base du PC se situe aujourd'hui à l'extrême droite. Ce qui fait la force de Le Pen, c'est qu'il fait appel avec beaucoup d'habileté au « bon sens » populaire, qu'il oppose aux subtilités d'intellectuels décadents. D'une certaine manière, et bien qu'il soit évidemment soutenu, voire porté par une partie importante de la bourgeoisie, le Front National est lui aussi (et dans une courbe ascendante, alors que le PC est évidemment en déclin), le parti qui représente électoralement une partie de la classe ouvrière. Ceci étant, celle-ci témoigne de son attachement désespéré à des valeurs désuètes et à des structures de toutes façons, à long terme promises à des modifications importantes.

Ceci pose, à mon sens, des questions importantes. Sans doute la lutte de classe existe-t-elle, même si les limites imprécises des classes en rendent parfois le repérage difficile. Mais il ne me paraît pas du tout certain qu'elle exprime systématiquement une volonté révolutionnaire. Certes, un mouvement de grève dans une entreprise provoque une émotion, due à la solidarité qui s'y manifeste, bien rassurante ; mais outre que les motivations explicites qu'il traduit ne sont pas toujours particulièrement de nature potentiellement révolutionnaires, les sentiments qui la traversent ne sont pas tous aussi évidents ; on peut avoir l'impression qu'il s'agit d'une sorte de décharge sans lendemain.

Je n'avance pas ici des certitudes ; d'un certain point de vue, j'aimerais même bien qu'on me prouve le contraire ; il est plutôt rassurant d'avoir des repères stables sur lesquels s'appuyer. Si les aspirations à la justice et à la liberté ne passent plus par la lutte des classes, sur quoi pourront nous nous appuyer dans une perspective révolutionnaire, plus que jamais nécessaire ?

En tout cas, si nous ne voulons pas mourir sous la botte d'un quelconque Le Pen, ou de ses idées, nous n'avons aucune chance en nous accrochant seulement à des vieux mythes ; c'est pourquoi il importe de réfléchir à ce concept de lutte de classe et de tenter de déterminer, soit s'il conserve un caractère révolutionnaire, et alors sous quelle forme, soit ce qui peut maintenant servir de levier aux aspirations à la liberté et à la justice.

Alain

Tunisie

Touche pas à mon syndicat

**Le SMIDard, le SMIGard
et le GODILLOT.**

Dans le but d'appliquer les décisions du FMI et de la Banque Mondiale sur la Tunisie, de réaliser les objectifs du VIème Plan (1982-86), et surtout de sortir vainqueur des élections législatives de novembre 1986, le Parti Socialiste Destourien (PSD) -- au pouvoir depuis l'indépendance en 1956 -- tente, ces derniers mois, de bâillonner l'UGTT, seule organisation syndicale capable de remettre en cause sa prédominance. Dans un article paru dans IRL n° 52 (octobre 1983), j'ai essayé de résumer l'histoire du mouvement syndical tunisien en parlant de 4 phases successives : le corporatisme, la participation comme aile avancée au mouvement anti-colonial, l'inféodation au PSD et la revendication de l'autonomie. Actuellement nous continuons à vivre cette dernière phase selon les principes de la rupture-confrontation et/ou de la soumission-absorption en fonction des tendances existant à l'UGTT et de leurs stratégies, elles-mêmes dépendantes de la conjoncture socio-économique et des enjeux politiques. Le pouvoir engage depuis août 1985, une offensive tous azimuts qui consiste à :

- briser l'unité syndicale en créant l'Union Nationale des Travailleurs Tunisiens (UNTT) ;
- prendre la parution du quotidien *Ech-chaab* (le Peuple), organe de l'UGTT ;
- licencier et emprisonner les syndicalistes les plus radicaux ;
- imposer des Comités Provisoires fantoches et un Bureau National de Coordination composés de destouriens et dont le rôle est de créer un syndicat

**I. DE LA GREVE GENERALE
DE JANVIER 78
AUX LEGISLATIVES DE 1981**

L'UGTT, la plus ancienne et

la plus influente organisation syndicale d'Afrique et des pays arabes avec ses 500.000 adhérents, a pu grâce aux luttes ouvrières acquérir une autonomie relative mais réelle, vis-à-vis du gouvernement depuis les événements du 26 janvier 1978. Jusque là, les responsabilités syndicales et l'appartenance au parti au gouvernement étaient confondues. Avec la montée du mouvement revendicatif et de peur de perdre la confiance de la base ouvrière, la majorité des membres du Bureau Exécutif (BE) de l'UGTT se retiraient du Bureau Politique du PSD et appelaient pour la première fois dans la Tunisie indépendante à la grève générale qui était un succès. Cette journée de grève pour l'augmentation de 30 % du SMIG fut suivie d'une répression aveugle où militaires et policiers ont assassiné une centaine de manifestants. H. Achour, le secrétaire général du syndicat et d'autres syndicalistes ont été condamnés à 10 ans de travaux forcés, et une direction fantoche a été mise en place sous la responsabilité de T. Abid, dès février 1978. Celui-ci a essuyé un échec dans sa tentative d'organiser un congrès extraordinaire qui excluait la direction légitime en prison. Les syndicalistes ont boycotté le congrès et ont exigé comme condition à tout dialogue la libération des membres du BE de l'UGTT et à leur tête Achour qui devient depuis ce temps le leader de l'opposition droitiste à toute participation gouvernementale (1).

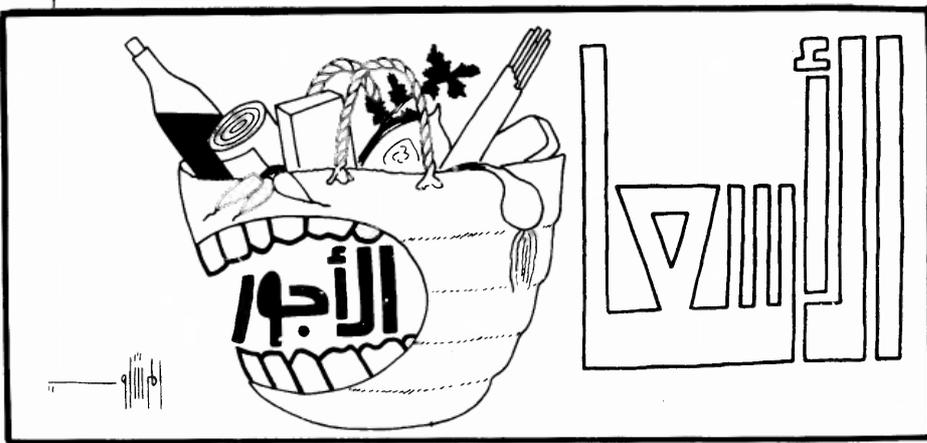
L'insurrection armée de Gafsa de janvier 1980 et la non-participation à une structure non représentative -- sauf par la tendance opportuniste de certains syndicalistes qui croyaient à l'entrisme dans n'importe quel syndicat, et qui de ce fait ont collaboré avec T. Abid -- ont acculé l'Etat à proposer une Commission Nationale Syndicale, en septembre 1980, composée à moitié de fantoches et à moitié de syndicalistes élus lors du XIVème congrès de l'UGTT. La proposition a été acceptée

et le XVème congrès de Gafsa a réélu une majorité de syndicalistes légitimes et qui se démarquaient plus ou moins du PSD. T. Baccouche (2) est élu secrétaire général de l'UGTT en l'absence de H. Achour qui est resté en résidence surveillée et qui devient la figure de proue des opposants à la participation aux élections législatives de novembre 1981 sur la liste du Front National du PSD (3).

Malheureusement, la Commission Administrative de l'UGTT a accepté de se présenter sous la même bannière que le parti destourien et 30 membres du syndicat étaient élus députés sur la liste du Front National. Ainsi le pari du pouvoir d'éviter un divorce avec l'UGTT en introduisant une soumission plus diffuse a été gagné. Se présenter sur cette liste signifie l'adhésion au projet politique du gouvernement ; reste au syndicat le rôle de sollicitateur du respect des accords passés entre "partenaires sociaux". La participation de la direction syndicale, en 1980 et 1981 aux manoeuvres de l'Etat (CNS et FN) a été un retour en arrière par rapport à la situation insurrectionnelle de 1977-1980. Les contradictions qui étaient entre l'UGTT et le PSD se sont transposées au sein du syndicat entre une base refusant l'inféodation et une direction qui a une conception superficielle de l'autonomie syndicale.

**II. DES EMEUTES DU PAIN
DE JANVIER 84 AU
XVI EME CONGRES DE L'UGTT.**

Jusqu'en 1983, date de réélection de H. Achour comme secrétaire général de l'UGTT et avant la levée de l'exclusive qui le frappait, la direction syndicale, tout en préservant une minime marge de manoeuvre, restait fondamentalement à la solde du gouvernement. Les élus de l'UGTT ne manifestaient pas d'opposition à la politique patronale malgré les grèves répétées des ouvriers. T. Baccouche tentait



Les salaires

Les prix

de garder un équilibre entre destouriens, achouristes et la gauche syndicale. Le retour en force de Achour à la tête du syndicat va rompre cet équilibre. Les émeutes du pain du 4 janvier 1984, dont les acteurs sociaux sont moins les smicards que les smidards (par référence à *smid* qui signifie semoule en arabe et qui constitue un aliment de première nécessité au Maghreb), ont présenté une nouvelle donnée qui va préciser d'autres enjeux. L'UGTT prend ses distances vis-à-vis des chômeurs et du sous-prolétariat et s'affiche comme le défenseur des smigards et des travailleurs insérés dans le procès économique-urbain par opposition aux paumés du minimum vital. Partant de là, l'idée d'un parti travailliste commence à prendre corps chez les achouristes, tendance désormais dominante au sein de l'UGTT. Afin de réaliser une homogénéité politique, ils font démissionner sept membres du BE connus pour leur sympathie au régime. Ces derniers brisent l'unité syndicale en créant au début de 1984 l'Union Nationale des Travailleurs Tunisiens (UNTT), courroie de transmission des décisions gouvernementales : acceptation de lier l'augmentation des salaires à la productivité, participation aux élections municipales de mai 1985 sous la même bannière que le PSD sur la liste du FN...

Débarassés d'une droite dont le seul projet politique est de servir le PSD, les achouristes détenant la direction syndicale signaient, le 13 avril 1984, un accord de Pacte Social avec le pouvoir afin de mieux combattre l'UNTT et de s'imposer comme seul interlocuteur valable entre les travailleurs et l'Etat. Plusieurs grèves ont éclaté durant les premiers mois de

1984 dans les chemins de fer, les mines, la métallurgie, le textile et l'enseignement. Après l'accord du 13 avril, les grèves décidées à la base et soutenues par l'extrême-gauche ne reçoivent plus l'approbation de la direction syndicale. Pour terminer son ménage, celle-ci profitait des événements du premier mai 1984 à la Bourse du Travail de Tunis et se débarrassait des syndicalistes de gauche. Ces derniers ont dénoncé le Pacte Social et demandaient un engagement plus concluant avec les luttes menées. Les jours suivants le BE de l'UGTT a décidé de dissoudre le Bureau National du Syndicat de l'Enseignement Secondaire réputé gauchiste et excluait 24 de ses membres. Les colonnes du journal syndical *Ech-chaab* (le Peuple) sont désormais sévèrement contrôlées par la direction et plusieurs journalistes sont passés devant le conseil de discipline de l'UGTT. En même temps, le pouvoir a licencié 2000 fonctionnaires et en a emprisonné des dizaines pour grève illégale et non-respect du Pacte Social passé entre lui et la direction syndicale qui est obligée de tendre la main au PSD pour mieux combattre ses ennemis au sein de l'UGTT. L'exclusion qui frappe la gauche syndicale ne s'est levée qu'en été 1985, période de la montée de la tension entre le pouvoir et le BE.

Au mois de décembre 1984, s'est tenu le XVIème congrès de l'UGTT, qui a confirmé la victoire de la bureaucratie achouriste en ratifiant l'exclusion de la gauche syndicale et de la droite trop inféodée au pouvoir. C'est la première fois qu'un congrès de l'UGTT se déroule sans la présence d'une représentation gouvernementale. Si cette absence peut paraître une forme d'indépen-

dance vis-à-vis du pouvoir elle est aussi la concrétisation de l'homogénéisation et du monopole de la bourgeoisie bureaucratique d'obédience travailliste sur le syndicat.

III. LA DIRECTION SYNDICALE ENTRE LA CONFRONTATION ET LA SOUMISSION.

Les négociations des premiers mois de 1985 entre gouvernement et direction syndicale n'ont pas abouti. Celle-ci a décidé de ne pas participer aux élections municipales de mai 85, et menaçait d'employer la grève générale ; arme qu'elle n'est pas prête en réalité à utiliser de peur de représailles comparables à celles de janvier 1978 et surtout parce qu'elle craignait un débordement par la base ouvrière et par le sous-prolétariat.

L'expulsion de 30.000 ouvriers par la Lybie en été 1985 est l'occasion rêvée par le pouvoir pour entrer dans une phase répressive plus intense prétextant de la menace extérieure et des difficultés économiques. Au mois d'août 85, le quotidien de l'UGTT *Ech-chaab* est suspendu pour six mois. Les mois suivants les 400 fonctionnaires-permanents de l'UGTT sont rappelés à leurs postes d'origine. Les réunions syndicales sont interdites dans les entreprises et la retenue à la source des cotisations syndicales, mise en place depuis 1957, a été supprimée. Parallèlement, le pouvoir retire à l'UGTT sa compagnie d'assurance, son hôtel Amilcar et son imprimerie. Le plus grave, c'est qu'il investit par la force les locaux syndicaux par l'intermédiaire des Comités Provisoires qui ne sont rien d'autre que des structures destouriennes montées de toutes pièces pour évacuer les représentants légitimes de l'UGTT élus avant l'intervention des milices du PSD. Organisés en Bureau National de Coordination, ces Comités Provisoires tenteraient dans les jours à venir de s'associer au syndicat dissident UNTT dans le but d'affronter avec plus d'atouts les syndicalistes légitimes, dans le cadre d'un nouveau congrès extraordinaire de l'UGTT que proposerait le gouvernement. Tout ceci pour entériner le retour à un syndicalisme godillot ou du moins pour noyauter

l'UGTT de l'intérieur par des destouriens. Dans une interview accordée à un journal proche du gouvernement, le fantôme BN de Coordination déclarait : "Incontestablement, il y a parmi nous beaucoup de destouriens... Nous sommes liés par un dénominateur commun, en l'occurrence la fidélité à Bourguiba, le patriotisme, le dévouement au syndicalisme sincère et la notion de l'intérêt supérieur de la nation (sic)." (Presse, 30 nov. 1985).

Tout en imposant ses pions, le régime engage des négociations avec le BE de l'UGTT afin qu'il limoge de lui-même Achour. L'accord du 4 décembre 1985 stipule la destitution de H. Achour de son poste de secrétaire général et son remplacement par S. Allouche à la condition qu'il y ait réembauche des licenciés et libération des détenus syndicaux. Mais le gouvernement n'a pas respecté ses engagements et Achour en résidence surveillée est condamné, le 31 décembre 1985, à un an de prison ferme. La tactique de la négociation ayant échoué, le BE de l'UGTT restitue Achour comme secrétaire général le 12 janvier 1986 et les accords du 4 décembre avec le pouvoir sont résiliés. L'épreuve de force est engagée. L'opposition politique légale ou tolérée -- parti communiste, mouvement de la tendance islamique, mouvement de l'unité populaire, socialistes démocrates, rassemblement démocratique et socialiste -- a apporté, dans un communiqué du 22 novembre 1985, un soutien timide à l'UGTT. Dans une stratégie électoraliste, elle a tout intérêt à ce que le syndicat soit affaibli politiquement avant les législatives de novembre 1986. En même temps, il ne faut pas que des destouriens accèdent aux postes dirigeants du syndicat de peur que le scénario d'un front national PSD-UGTT ne se reproduise.

Les difficultés économiques (déficit de la balance commerciale, augmentation de la dette commerciale, épuisement des réserves pétrolières, suspension de la migration, augmentation du chômage de 20 % en 1984 et des prix de 25 % par an... (4) d'une part, les recommandations du FMI (dévaluer le dinar, renforcer l'exportation, réduire les dépenses publiques et bloquer les salaires) d'autre part, laissent

supposer que le pouvoir est décidé à museler le syndicat. Il s'agit de remplacer la prédominance de la tendance bureaucratique réformiste des achouristes par celle des destouriens dont les Chourafas (Sages) des Comités Provisoires et de l'UNTT sont les fidèles représentants.

Mais le dénouement de cette crise dépendra aussi de la réponse que pourrait donner un syndicalisme révolutionnaire -- inconditionnellement indépendant de tout parti politique, mais volontairement conscient de son action et de ses projets de société ; partant de là, la nature des relations qu'il établirait avec la payannerie, les étudiants et surtout les smidards est déterminante dans une Tunisie des coupures.

Le BE de l'UGTT affaibli et divisé ainsi qu'une partie de la gauche syndicale ont tendance à composer avec le pouvoir pour une normalisation de la situation : libération des détenus syndicaux, et restitution des biens mobiliers et immobiliers de l'UGTT contre une meilleure représentativité des destouriens et un plus grande dépendance du syndicat à l'égard de l'Etat. Par conséquent, les chances de la reproduction du scénario CNS de 1980 et de la proposition d'un congrès extraordinaire sont grandes.

Afin d'accéder à une indépendance de l'action syndicale et non à une autonomie plus ou moins grignotée selon la conjoncture politico-économique, les travailleurs ne peuvent compter ni sur la bureaucratie réformiste des achouristes, ni sur celle ascendante de la gauche stalinienne. Un seul espoir : leur imaginaire collectif et combattif qui inventerait, peut-être, l'organisation révolutionnaire appropriée à la situation ; comme dans d'autres pays d'autres opprimés ont inventé les comités de grève et les conseils d'ouvriers. Dans un pays du tiers-monde caractérisé par l'exclusion d'une impor-

tante couche de la population de la sphère économique, l'imaginaire ne peut pas s'arrêter à la porte de l'usine. C'est du type d'articulation des luttes ouvrières aux révoltes des exclus et de la jeunesse que se fera l'avenir.

Abdoul le Bougnoul

Notes :

(1) Achour : est l'un des fondateurs de l'UGTT avec F. Hached en 1946. Il a dirigé le syndicat en 1955 et a constitué la coalition avec l'aile bourguibienne du Destour (devenu PSD) contre la tendance Ben Youssef. Bourguiba l'aura utilisé en 1956 contre la tendance "collectiviste" de Ben Salah en constituant un deuxième syndicat. Lorsque Ben Salah a dirigé le gouvernement, Achour est emprisonné en 1965. Il a repris la tête de l'UGTT en 1969 avec le gouvernement H. Noira et a renforcé ses positions au sein du PSD surtout au congrès de la Clarté de 1974 jusqu'à sa démission du BP du PSD en 1977.

(2) T. Baccouche : universitaire modéré, il a essayé de garder un équilibre entre les différentes tendances de l'UGTT. Bien qu'il ait été favorable à la participation aux législatives de 1981, on ne peut pas affirmer, comme l'a fait David Andros (dans *Agora* n°31, février-mars 1986), qu'il est un "inconditionnel de Bourguiba". On croit savoir qu'il est plutôt proche des idées de la gauche et du PCT.

(3) Pour plus d'information sur la participation de l'UGTT aux législatives de novembre 1981, voir IRL n°43, *Démocratie en Tunisie : mythe ou réalité* ; et IRL n°52, *Le syndicalisme en Tunisie*.

(4) Voir Anne Rauler : *La stratégie du développement économique en Tunisie*, Centre d'Etudes et de Documentation Africaine, Bruxelles, 1985.

ABONNEZ-VOUS

voir page 35

Puristes, ringards doctrinaires... s'abstenir

Les 9 et 10 avril s'est tenue à Bruxelles une Conférence européenne sur les Contre-Plans-Alternatifs Ouvriers, dans les locaux du Parlement Européen. Le caractère, quelque peu officiel, de cette assemblée peut indisposer les anarchistes qui se méfient, à juste titre d'ailleurs, des aides que les institutions apportent au mouvement social. Il n'empêche que les questions, qui y furent traitées, ne peuvent nous laisser indifférents. Qu'on en juge par l'ordre du jour :

1 - *Contre-Plans-Alternatifs-Ouvriers : une nouvelle stratégie ?* Expériences dans différents pays avec Philippe Zarifian (France), ex-membre de la commission économique de la CGT, Hilary Wainwright (Grande-Bretagne), Comité Populaire du Grand Londres, Castagnola (Italie), syndicaliste et expert.

2 - *Table ronde: Sureffectifs, Restructuration et réponses ouvrières* avec Daniel Richter (France), syndicaliste à Renault-Flins, Buzzigoli (Italie), syndicaliste à Macchi Aérospace, Slim Hallet (Grande-Bretagne), Comité Populaire du Grand Londres-Télécommunication.

3 - *Les Institutions politiques et les Contre-Plans-Alternatifs-Ouvriers* avec Alberto Tridente, membre du Parlement Européen, Tony Benn (GB), gauche travailliste, ex-ministre de l'Industrie, John Palmer, responsable du Comité Populaire du Grand-Londres, Hans Droppert (Pays-Bas), Comité d'Action pour l'emploi de Nijmegen.

4 - *Table ronde sur les rapports entre les mouvements pacifistes et les syndicats: Reconversion des Usines d'Armement*, avec Elio Paggani (Italie), syndicaliste à Macchi Aérospace, Ulli Schmoers (RFA), travailleur aux chantiers navals Blom-Voss à Hambourg, un travailleur du Comité pour l'Emploi Alternatif de Barrow / Chantier naval de la Vicckers (GB).

5 - *Syndicats, Alternatives Economiques et Reconversion Ecologique* avec Tom Adler (RFA), ouvrier chez Daimler-Benz, John Carver (GB), organisation socialiste pour les ressources et l'environnement, travailleur des transports, Erwin Jurtitsch (RFA), Groupe Arc-en-Ciel de Hambourg Boehringer Chemical Ind., Cortellesa (Italie), expert pour les questions de coopération et d'alternatives économiques, Eckhart Stratmann (RFA) ancien membre du Parlement pour les Verts, Phil Asquith (GB), syndicaliste impliqué dans la reconversion de la Lucas Aerospace.



Les Contre-Plans-Alternatifs-Ouvriers ont une histoire déjà ancienne. On a commencé à en parler en 1968 et dans les années qui suivirent en France, notamment chez Lip. Aujourd'hui, les Contre Plans ne traduisent pas exactement les mêmes préoccupations, même s'ils visent des objectifs analogues. En 1968, le point de départ était principalement la lutte contre les cadences et l'organisation tayloriste du travail à travers laquelle la finalité de la production se trouvait posée. Aujourd'hui, il s'agit d'une forme de lutte contre le chômage, contre la dégradation de l'environnement (écologie), contre la préparation à la guerre. C'est-à-dire, la reconversion industrielle dans l'objectif de l'utilité sociale, comme réponse à la crise.

Dans cette orientation, se trouvent ainsi associés des syndicalistes, des techniciens, des pacifistes, des écologistes et des militants des quartiers. C'est une nouvelle forme d'union qui commence à se dessiner. Qui pourrait aller au-delà de la micro-économie et de l'économie sociale, puisqu'il s'agit de secteurs de grande production. Au-delà aussi, bien entendu, des propositions industrielles de la CGT qui n'ont jamais posé la question : que produit-on et comment ?

Le Comité d'Initiative de la Conférence de Bruxelles a des relations avec des militants critiques et autogestionnaires des pays de l'Est, puisqu'une contribution polonaise avait été prévue. Pour le moment, les britanniques et les allemands sont très en avance.

Le dérapage redouté dans l'expertise et la technocratie ne s'est pas produit. Certes, il y avait beaucoup d'experts et de sociologues, mais les militants de terrain et les animateurs d'expériences se sont fait entendre. Certains ont regretté à la fin de la Conférence que les descriptions concrètes n'aient pas suffisamment pris de place. Et les experts, dont l'utilité est indéniable d'ailleurs, devront en tenir compte dans les prochaines rencontres.

D'un autre côté, la tonalité de la conférence n'était pas partidaria, malgré la participation de nombreux membres des partis traditionnels de la gauche, comme le parti travailliste et le parti socialiste

allemand, et des Verts dont la position n'est pas exempte d'ambiguïté. On a même souvent entendu que les Contre-Plans-Alternatifs ouvriers remettaient en cause la domination des partis et de leurs structures. Et même que le mouvement devait se chercher une expression politique indépendante. C'est ainsi que des participants ont passé au crible de la critique la délégation de pouvoir. Non plus doctrinairement (condamnation de la théorie de la dictature du prolétariat, du parlementarisme, du syndicalisme fonctionnant comme courroie de transmission), mais concrètement sur la base de la problématique de notre époque et des exigences de la mobilisation.

Sans doute il y aurait beaucoup de critiques à faire et surtout beaucoup de questions à poser. Notamment sur la faiblesse persistante du mouvement qui n'a pas réussi à enrayer le développement du chômage et qui reste si précaire qu'il n'a pas eu encore l'honneur de la presse. Il y a aussi les fanatiques qui voient dans les Contre-Plans la panacée et dont le néo-sectarisme conduit à enjoliver les expériences et à leur donner une portée trop universelle.

Tendant à dépasser l'opposition entre les revendications immédiates et les fantasmes du Grand Soir, la stratégie des Contre-Plans (*) est souvent conçue comme une remise en cause du dilemme Réforme-Révolution, sous sa forme classique. Aussi beaucoup ne manquent pas d'affirmer qu'il s'agit d'une nouvelle forme de réformisme. Les partisans des Contre-Plans Alternatifs ne devraient pas s'inquiéter de cette critique, venant la plupart du temps de brailleurs perdus dans les abstractions et sans aucune pratique de surcroît. Cependant, un double danger existe, celui d'élaborer des plans tout à fait utopiques et, par conséquent, pas mobilisateurs et celui de se placer sur le terrain défensif du statu quo social et économique. La stratégie des Contre-Plans Alternatifs est une ligne de crête pas facile à tenir.

On peut d'un côté tomber dans l'utopie, et de l'autre, sombrer dans la collaboration de classe.

Les participants ont décidé de se revoir dans d'autres villes de façon informelle, l'existence d'un Comité leur paraissant prématurée.

Affaire à suivre...

Michel Ravelli

(*) La question de la dénomination a été posée. L'adjectif ouvrier paraissant beaucoup trop restrictif à certains intervenants.



*Seul le
rapport*



Voilà mon abonnement, enfin! J'ai du mal à lire IRL en entier, trop dense, et j'ai pas assez temps. D'autre part, il est vrai que des fois, cela fait peur de voir plusieurs pages d'affilé, bourrées de texte.

Mais je trouve ce dernier numéro plus agréable... Je sais qu'il y a des problèmes à IRL mais j'ai suivi l'affaire que de très loin et je trouve dommage que vous n'écriviez pas deux ou trois mots, dans le journal, pour en parler!

Autrement, et c'est un conseil de claviste, pour les corps composés en photocompo, ce serait peut-être plus agréable, surtout pour les textes composés en 9 et en 10, d'augmenter l'interlignage un tout petit peu. Pour ne pas perdre trop de place, faites serrer la chasse. C'est beaucoup plus agréable à lire. Voilà c'est tout. Pourquoi ne pas essayer un jour un autre caractère que l'hévetica ou le bâton américain que vous employez. Ce sera mon conseil du jour.

Je ne vous dis pas «bon courage». Je vous fais une bise à toutes et à tous.

Yves (13 Marseille)

Fernand (69 Lyon)



Suite à l'article «les deux marches» paru dans IRL de mars-avril. Ayant participé à la troisième marche, je ne me suis jamais publiquement expliqué depuis et n'en ai tiré aucun honneur.

Cependant, je suis forcé de constater à quel point cette question des «deux marches» continue à alimenter les discussions du monde «anti-raciste». J'espère donc que mon intervention contribuera à arrêter cette légende.

1) La LCR n'a jamais investi ses militants dans ces deux initiatives. Ayant été membre des JCR au début de cette troisième marche, je peux le garantir: la LCR a fait tout ce qu'il était discrètement possible de faire pour anéantir cette marche (accueil lamentable dans les villes étapes; manipulation des associations pour qu'elles signent cet «appel unitaire»,...).

Pour avoir participé à cette marche, j'ai été exclus des JCR.

2) Lors du début de la mobilisation des groupes immigrés en vue de lancer cette marche, les gouvernements algériens et surtout tunisiens, ont dépêché en France des agents afin «d'établir la nature des activités de leurs ressortissants» et d'«envisager tous les moyens pour y mettre un terme» (tunisiens). A ce moment, la DST a reçu l'ordre d'empêcher de tels agissements sur le territoire français. L'UTIT (Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens) déjà bien infiltrée et le PCT (Parti Communiste Tunisien) sont en effet considérés comme des soutiens importants, des groupes «subversifs» agissant en Tunisie.

Ainsi, les services français — DST dans l'UTIT ou la LCR; RG de l'extérieur — ont mis leurs moyens en œuvre afin d'effectuer une pression continue dans le seul but d'empêcher tout regroupement et ainsi de marginaliser peu à peu ce mouvement.

3) Enfin, considérer cette marche comme un «repli communautaire» est une aberration. Seul ce mouvement de jeunes organisés et mobilisés a su, jusqu'à présent, inciter aussi bien la «première génération» à s'exprimer de façon autonome et à s'organiser en conséquence; bien que cela, il est vrai, n'apparaisse pas de façon uniforme (géographiquement s'entend).

Il est dommage qu'il faille avoir participé à cette marche pour sentir cette «émancipation».

Alice



Je viens de recevoir le numéro de mars avril 1986. J'ai commencé à le lire et — ma foi — il m'a l'air très intéressant. Oh! Surprise en page 34, un article de Raynaud. Le grand maître à penser de la FA (après Joyeux) qui sait dire qui est libertaire et qui fait seulement partie de la «mouvance», écrit maintenant dans IRL! C'est très bien, surtout que c'est quelqu'un de très intéressant qui en sait un bout. Visible-ment, le vernis sectaire commence à sauter un peu partout. C'est bien!

Par contre quelqu'un à qui je ferais sauter la tête (expression un peu violente mais qui est bien en deça de ce que je pense), c'est «Laurent, 22 Plelo»: «Elles sont moches, débiles, bêtement violentes, réactionnaires...» la suite est aussi horrible quant aux BD de Tapage Nocturne. Le vieux réac, c'est lui. Tapage Nocturne est l'expression d'une certaine partie du mouvement libertaire: le mouvement anarcho-punk. La violence, les ranges et la violence urbaine font partie du mouvement punk et anarcho-punk. En aucun cas ce n'est une copie des bottes à clous skins ou du terrorisme marxiste. Pourquoi tant de haine envers les Keupons, qui ont leur presse, leurs groupes de rock, leurs lieux. «Laurent» est trop sectaire. Je ne m'étendrai pas sur la calomnie sur les articles sur le Nicaragua et la séparation de la 1ère Internationale.

Je trouve IRL toujours aussi intéressant avec de très bons articles de fond.

Continuez!

Gogul (86 Poitiers)

LES LIBERTAIRES



ET L'EDUCATION

ducation: action de développer des facultés physiques, intellectuelles et morales / *Pédagogie*: science de l'éducation et de l'instruction / *Libertaire*: partisan de la liberté absolue, de l'anarchie.

Nous dit le dictionnaire. Aïe, aïe, aïe!

Alors, face à ce méli-mélo, nous avons préféré « *Les Libertaires et l'Education* » plutôt que éducation libertaire ou pédagogie. Non pas fuite, mais humilité et ignorance. Ignorance: nous ne savons pas ce qu'est la pédagogie ou l'éducation, et nous savons encore moins ce qu'ils deviennent affublés de l'adjectif libertaire. Humilité également: nos réflexions, nos tentatives, nos recherches sont bien peu de choses à côté des expériences des Faure, Robin, Ferrer et autres militants moins connus. Car l'histoire des libertaires et de l'éducation libertaire existe. Et nous tenons à nous situer dans ce courant-là, très clairement.

Ce courant qui cherche, qui innove, qui rejette autoritarisme, dogmatisme ou autre certitude (ou, pour être plus précis, qui essaie de rejeter...).

Il nous a semblé bon de tenter de faire le point, en 1986, sur le rapport que les libertaires entretiennent avec l'éducation. L'enfance est de plus en plus courte (on peut ouvrir un compte en banque de plus en plus jeune!). L'âge adulte est de plus en plus infantilisé (la publicité remplace l'information, la consommation remplace la culture, etc...). Ces mots (enfance-adulte) signifient-ils quelque chose?

Ce dossier ne prétend aucunement répondre à quoi que ce soit. Il montre simplement que les libertaires (et d'autres proches de nous) connaissent l'importance de l'éducation, et qu'ils y investissent beaucoup de temps et d'énergie. Le rapport entre les libertaires et l'éducation est très conflictuel, très affectif, très dur à vivre au quotidien. Car chacun de nos actes « éducatifs » nous revient en pleine figure, comme renvoyé par un miroir que déforme nos convictions les plus intimes.

Ce dossier ne sait rien, ne peut donner aucune leçon, aucune punition. Il n'est même pas terminé! Car nous souhaitons vivement que, dans le prochain numéro d'IRL, d'autres contributions, ainsi que des réactions à ce dossier soient publiées. (NB: le dossier étant plus important que prévu, la parution s'échelonne sur deux numéros).

PS: Le dossier a été conçu et réalisé avant le 16 mars. Il est bien évident pour nous que, si tout au long du dossier, nous égratignons tel ou tel individu de l'ex-majorité dite socialiste, nous n'avons rien à attendre des nouveaux arrivants. Qui sauront bien sûr se couler parfaitement dans le moule préparé par la « reprise en main Chevènement ». Les projets de droite sont connus: l'école, l'éducation, les droits de l'homme, de la femme, de l'enfant n'ont rien à y gagner. La laïcité non plus; les projets alternatifs encore moins. L'arrivée de la droite au pouvoir n'a jamais été, ne sera jamais une bonne nouvelle pour la liberté... ni pour les libertaires!

Mai 68 - Mai 86

DE L'AUTONOMIE DE L'ENFANT
A LA MARSEILLAISE
SOUS LE PREAU

Je n'ai pas envie de revenir sur l'évolution qui s'est faite depuis 68, dans l'école et ailleurs. Il est, de nos jours, de bon ton de se gausser des anciens soixante-huitards. On se demande qui a bien pu descendre dans la rue ce printemps-là puisque, de partout, on se moque de ces utopistes brailards d'une époque oubliée. L'autoritarisme a remplacé le laxisme, l'étudiant type est

maintenant de droite, blablabla, etc... Tous les sondages nous indiquent que travail, famille, patrie redeviennent (enfin) trois valeurs essentielles en France. Monsieur Tout Le Monde, rassuré, peut affirmer son racisme sans aucune honte (avec même, l'espoir de décrocher les circonstances atténuantes devant les juges...).

Ce qui m'intéresse plus, en tant que soixante-huitard attardé et, qui plus est, attardé dans le système scolaire (eh oui ! il y a même des libertaires instit...), c'est de constater la facilité avec laquelle le corps enseignant dans son ensemble (et presque au garde-à-vous) a adhéré aux propositions de Chevènement sur l'école. Car ce cher ministre a réussi un tour de force : faire gober à un ensemble de gens réputé de gauche, remuant, base militante du PS, du PC pour certains, de la FEN, des options éducatives totalement en désaccord avec une vingtaine d'années de revendications. Un sondage du Monde à la rentrée 1985, donnait un « oui, mais » global à Chevènement, de la part des enseignants, avec des nuances selon les sensibilités politiques de tout un chacun.

S'il est vrai que « La Marseillaise » n'enthousiasmait pas les foules (38 % des instits seulement y sont favorables), le rétablissement dans l'enseignement primaire de l'histoire, de la géographie et de l'instruction civique est plébiscité.

Là, je suis très surpris : à ma connaissance, on n'a jamais supprimé ces matières. On cherchait tout simplement à les enseigner autrement (en intégrant les acquis de la recherche pédagogique ; c'étaient les fameuses « disciplines d'éveil »). Et je crois qu'on touche là le problème de ce corps enseignant dans son ensemble (bien que ça me gêne beaucoup de généraliser. Heureusement, les enseignants sont des individus qui ne sont pas réductibles à de simples chiffres de sondages) : c'est « l'autrement » qui fait peur.

Et si Chevènement obtient, de fait, un consensus quasi unanime (les contestataires sont bien rares : l'École Emancipée, le SGEN du bout des lèvres...) c'est bien parce qu'il redonne au « pédagogue éducation nationale de base » des certitudes, des bases de travail solides.

La recherche pédagogique recommande depuis vingt ans (et plus...), continue de recommander l'ouverture de l'école sur le monde (voir « Le Monde » du 11 février 1986 : colloque à Grenoble, sur le thème « Les jeunes, l'école et la société à la recherche de voies nouvelles » qui indique, entre autres : « ... La participation des jeunes au pouvoir dans l'école est la clé d'une véritable instruction civique... Il faut sortir l'école de ses murs... »). Or, Chevènement répète à tout bout de champ, en recommandation principale : « L'école, c'est l'instruction, pas l'excursion ». Son sens du raccourci en fait un habile politicien, nous le savons tous...

Le système Education Nationale est un système clos, fermé sur lui-même, qui a peur de recevoir toute nouveauté, toute initiative. Un des exemples les plus récents est l'informatique : depuis le début des années 1980, il y a des expériences géniales qui naissent de partout en France, grâce à diverses initiatives

individuelles. Or, le plan informatique pour tous, lancé par Fabius, au-delà de son aspect publicitaire, et du sauvetage d'une entreprise nationalisée, est en train de tuer la recherche informatique. Des logiciels « pédagogiques » arrivent, que les instits s'appliquent à découvrir consciencieusement... pour vite s'engouffrer non moins consciencieusement dans un enseignement informatisé de la grammaire, de la conjugaison, des mathématiques, etc... Et ainsi, on n'a pas le temps (en toute bonne foi ?), on évite de s'atteler à une nouveauté pédagogique qui pourrait sans doute nous apporter beaucoup. De l'informatique à l'école, on a glissé vers l'instruction informatisée. Heureusement, tout le monde ne fonctionne pas ainsi (voir plus loin dans le dossier). Car tout est à inventer dans ce domaine. Mais le fait que l'ordinateur puisse remplacer le maître pour l'apprentissage de certaines notions fait très peur... consciemment ou non !

Il me semble que Chevènement et ses acolytes du ministère ont bien senti la « psychologie » de l'enseignant : du bien net, bien programmé, bien propre pour nos enfants. On n'apprend plus à apprendre. On instruit. Bien entendu, pour contrôler cela, la notion d'inspection est valorisée. L'autoritarisme, un instant vacillant quand la gauche est arrivée au pouvoir, revient au galop. Avec tout cela, la boucle est bouclée. Les enseignants sont rassurés. La réforme de ce cher Minsitre a fait un consensus jamais atteint jusque là.

Parce que c'est un ministre de gauche, diront certains. Sans doute. Mais aussi parce que la fonction de l'école est de reproduire un système social au service du capitalisme, et que les enseignants sont partie prenante de cette reproduction.

Et que, pour se reproduire de manière efficace, le système capitaliste doit maintenir l'école hors du champ social réel. Donc, toute dérive, aussi minime soit-elle, doit être contrôlée par l'Etat.

Alors, les libertaires qui sont dans l'école, que peuvent-ils faire ? Désertier à toute jambe ? Peut-être...

Ou bien, essayer d'ouvrir l'école à la vie, à la réalité sociale. Mais cela ne se fera qu'en luttant...

C'est ce que vient de nous rappeler Chevènement. Le ronron réformiste enclenché par l'arrivée de la gauche au pouvoir est cassé. A nous d'en tirer les conséquences pédagogiques, syndicales et politiques.

Jean-Michel

LA PÉDAGOGIE LIBERTAIRE

La pédagogie libertaire a une histoire. Mais il nous était très difficile d'en parler après l'excellente petite revue : « *La Pédagogie libertaire* » de E.M. Lipiansky.

Tout y est : les théories, les expériences, de Proudhon aux communautés scolaires de Hambourg, en passant par la Première Internationale. L'auteur a même fait une partie critique des différents systèmes d'éducation évoqués. Avec, pour terminer, une biographie et des repères chronologiques (de 1880 à 1938). Alors, plutôt que de faire autre chose du même style et sans doute moins bien, nous vous renvoyons à ce supplément à la revue « *Zéro de Conduite* » (77 rue des Haies, 75020 Paris). C'est vite lu et ça nous donne un bon « bain » d'Histoire.

Freinet et l'anarchisme

HISTORIQUE

Toute la pédagogie Freinet est travaillée en profondeur par les options libertaires. Que ce soit parce qu'elle prône la libération de la parole, tant orale qu'écrite ou plastique, ou le respect de l'individu dans sa spécificité: respect de ses rythmes et démarches propres, de ses options, de ses origines sociales et de sa culture, respect de la minorité, qu'elle qu'elle soit face à l'oppression d'un groupe dominant...

On peut tenter d'expliquer historiquement comment Freinet (1896-1966), instituteur provençal d'origine rurale a été amené à fréquenter les thèses ou les militants anarchistes.

Il existe peu de documents explicitant ces liens mais les pistes sont par contre aisément repérables, tant dans les écrits de Freinet que dans ses options ou ses «sympathies» sur le plan de l'éthique et des doctrines (1).

On peut déjà supposer, sans vraiment s'aventurer, que Freinet a dû être en contact avec des militants anarchistes durant la guerre de 14-18. Par la rencontre d'hommes venus de tous les horizons, et pas seulement géographiques, la guerre a été un terrain particulièrement propice pour la confrontation et surtout la dissémination d'idéologies venues de tous bords. On peut penser que les idées pacifistes, qui ont toujours été des options anarchistes ont été particulièrement attractives pour beaucoup. Notamment parmi les instituteurs...

Le second terrain de propagation des idées libertaires fut donc le syndicalisme enseignant du début du siècle. La tendance «Ecole Emancipée», se réclamant de l'anarchisme, existe toujours au sein de la F.E.N.

C. Freinet a très vite adhéré au syndicalisme enseignant, on peut trouver des articles signés par lui dans la revue «L'Ecole Emancipée» d'alors. (Deux de ces articles ont été repris en 1971 dans une publication parue chez Maspéro: «Partisans; Pédagogie: éducation ou mise en condition?» (2)

Il s'est rendu en 1923 en Allemagne pour visiter les célèbres Ecoles de Hambourg (3) où, pour la première fois, était tentée une mise en application officielle et sans compromis des principes libertaires en matière d'éducation. On sait que cette expérience fut sans

lendemain mais il est intéressant de savoir que Freinet a pu l'observer sur place.

Enfin il ne faut pas oublier que la dénomination «Ecole Moderne» a été directement empruntée à Francisco Ferrer, figure héroïque et martyr de l'éducation libertaire, victime de la réaction espagnole. L'ICEM (Institut Coopératif de l'Ecole Moderne) perpétue, au moins dans sa dénomination, cette filiation.

Je citerai, pour terminer sur ces références, le fait que deux des «Brochures

d'Education Nouvelle Populaire» (BENP), éditées par Freinet à l'usage des éducateurs, traitent de pédagogie libertaire: une brochure consacrée à F. Ferrer, précisément, et une autre à Paul Robin dont l'expérience à l'internat de Cempuis (Oise), reste une référence incontournable de mise en application des principes d'éducation libertaire. Ces deux brochures furent écrites par un directeur d'Ecole Normale de l'époque: J. Husson... Comme quoi l'appartenance à une structure administrative ne rend pas forcément eunuque sur le plan des idées...

ORIGINES, FONDEMENTS IDEOLOGIQUES ET OBJECTIFS DE LA PEDAGOGIE FREINET

Célestin Freinet naît le 15 octobre 1895 à Gars, petit village des Alpes-Maritimes. Elève de l'Ecole Supérieure de Grasse puis de l'Ecole Normale de Nice, il quitte celle-ci pour la guerre de 14-18 d'où il revient grièvement blessé aux poumons. Convalescent et encore handicapé, il devient instituteur à Bar-sur-Loup en 1920. Aussitôt il cherche à réaliser dans d'éducation son refus de la guerre et de l'endoctrinement qui a mené le peuple à la tuerie. Freinet étudie tous les courants d'éducation nouvelle qui foisonnent à cette époque dans toute l'Europe.

1924: il commence la première correspondance interscolaire avec l'école de Trégunc (Finistère) animée par René Daniel («Nous ne sommes plus seuls» écrit-il ce jour-là).

1926: il introduit l'imprimerie à l'école.

1927: premier congrès à Tours des utilisateurs de l'imprimerie à l'école. Création également de la première «Gerbe enfantine», revue rédigée par des enfants pour des enfants. Un bulletin voit le jour, il deviendra la revue «L'Educateur» qui paraît toujours.

Déjà l'action de Freinet est orientée par des options dont il ne s'éloignera jamais:

— La mise au point d'une pédagogie populaire fondée sur le respect des enfants, l'expression libre, la motivation de l'effort;

— La primauté des outils et des techniques pédagogiques comme base du changement dans l'éducation;

— La vie coopérative au sein du travail dans la classe et aussi dans le mouvement;

— La recherche d'une théorie psychologique utilisable par les éducateurs.

La même année, création légale de la «Coopérative de l'Enseignement Laïc», la C.E.L., indispensable pour créer et diffuser les nouveaux outils pédagogiques nécessaires.

1928: Freinet s'installe à Saint-Paul-de-Vence où les forces réactionnaires provoqueront bientôt la fameuse «affaire de Saint-Paul». Freinet «mis en congé» par l'administration, quitte l'enseignement public.

1935: l'école Freinet de Vence est officiellement ouverte. Elle accueille des enfants d'Aubervilliers puis de jeunes espagnols, chassés par la guerre civile.

1936: pour donner un contenu éducatif aux idées du Front Populaire, Freinet crée avec Romain Rolland le «Front de l'Enfance».

Le mouvement commence à se développer autour de thèmes percutants: «Plus de manuels! Le texte libre. Si la grammaire était inutile? La Bibliothèque de Travail. Le Fichier Scolaire Coopératif. La méthode naturelle de lecture.»

1940: Freinet est arrêté, interné. Les séquelles de sa blessure de guerre le font placer en liberté surveillée, mais il gagne le maquis qu'il dirigera en vallée de Vallouise.

Après la Libération, le mouvement prend une audience nouvelle. Freinet parcourt la France et multiplie les conférences, organise des stages.

1948: création officielle de l'«Institut Coopératif de l'Ecole Moderne», association de recherche pédagogique assurant la mise au point des éditions de l'Ecole Moderne.

Freinet publie:

— «L'Ecole Moderne Française»;

— «L'Ecole du Travail»;

— «Essai de psychologie sensible appliquée à l'éducation».

(Ces deux derniers ouvrages conçus pendant sa détention).

L'élan novateur de la Libération a vite fait place à la stagnation. Freinet continue inlassablement à développer le mouvement, à l'implanter aussi dans le secondaire, à lutter pour des conditions de travail acceptables (c'est lui qui lance le mot d'ordre: «Moins de 25 élèves par classe»). Certaines de ces idées passent dans le domaine public et il faudra désormais empêcher que le texte libre, la correspondance, le journal scolaire ne deviennent des activités routinières, vidées de leur sens véritable au service des enfants.

Freinet meurt à Vence le 8 octobre 1966. Il est inhumé à Gars, dans son village natal.

Les institutions qui libèrent

DANS UNE CLASSE FREINET

Il serait tendancieux de présenter Freinet sous le seul angle de l'anarchisme.

On peut lui reprocher à juste titre d'avoir été parfois louvoyant par rapport à ces options, pour des raisons tactiques essentiellement.

C'est ainsi qu'il a été pris à partie dans un numéro du « Libertaire » (n. 201 du 4/11/49, article de G. Leval) pour avoir écrit des choses peu aimables à l'égard de parents anarchistes réfugiés espagnols dont Freinet avait l'enfant comme élève. Disons que l'adhésion de Freinet au PCF à partir de 1925 l'a placé au cœur de certaines contradictions difficiles à assumer.

Je pense pour ma part que Freinet a toujours voulu garder une base « sociale » la plus large possible, tant auprès des enseignants que des parents ou des grands pédagogues de son temps, pour pouvoir diffuser ses idées. Le refus de la prise en compte de la dimension sociale par la plupart des thèses et des militants anarchistes devait le laisser insatisfait « quelque part ». Peut-être craignait-il aussi qu'un engagement anarchiste trop marqué ne le marginalise définitivement...

Rémy Bobichon

(1) Freinet a probablement été en contact, directement ou indirectement, avec Han Ryner, philosophe anarchiste individualiste, voir les numéros 2 et 3 des Cahiers de l'Institut d'Histoire des Pédagogies libertaires. Ivan Davy éditeur.

(2) « Vers l'école du prolétariat, la dernière étape de l'école capitaliste »

(3) J.R. Schmidt: « Le maître-camarade et la pédagogie libertaire » (Maspéro, 1971).

A l'opposé du « laisser faire » non directif, notre pédagogie s'appuie sur des techniques, des outils (tous ceux qui s'intéressent à l'éducation ont entendu parler de l'imprimerie, du texte libre, etc...) et sur un ensemble d'institutions qui régulent la vie de cette micro-société qu'est la classe.

La « liberté » de l'enfant sans les institutions, c'est la loi de la jungle, c'est l'exacte reproduction des inégalités sociales. Cette « liberté » permet seulement de vérifier que ceux qui doivent réussir réussiront (voir l'analyse des sociologues).

Et pourtant, dans ma classe, on n'apprend pas à lire avant d'en avoir envie!... C'est-à-dire besoin... et ce n'est pas avec des formules incantatoires — « Exprimez-vous » — qu'on le crée, ce besoin.

C'est notre responsabilité que d'apporter, de susciter des situations vraies de communication et de mettre en place des structures (les institutions) et des outils (les techniques) qui permettent l'émergence du désir, sa reconnaissance et son expression.

Vivre une situation vraie de communication, c'est d'abord pouvoir « ÊTRE ».

Cela est possible grâce à la sécurité apportée par les institutions. L'autoritarisme et l'arbitraire (même intelligent et sensible) du maître sont remplacés par

les lois et les règles de vie élaborées chaque semaine par le conseil de coopérative. Le maître n'est plus tout puissant, il est le garant de la loi, rôle loin de l'impuissance mais aux contours précisés.

Pendant le conseil, nous faisons l'apprentissage de la démocratie et de ses limites, nous vivons la manipulation, le problème des minorités, l'organisation des groupes de pression, le problème de la transgression des lois et de la répression, etc...

« ET DIRE »

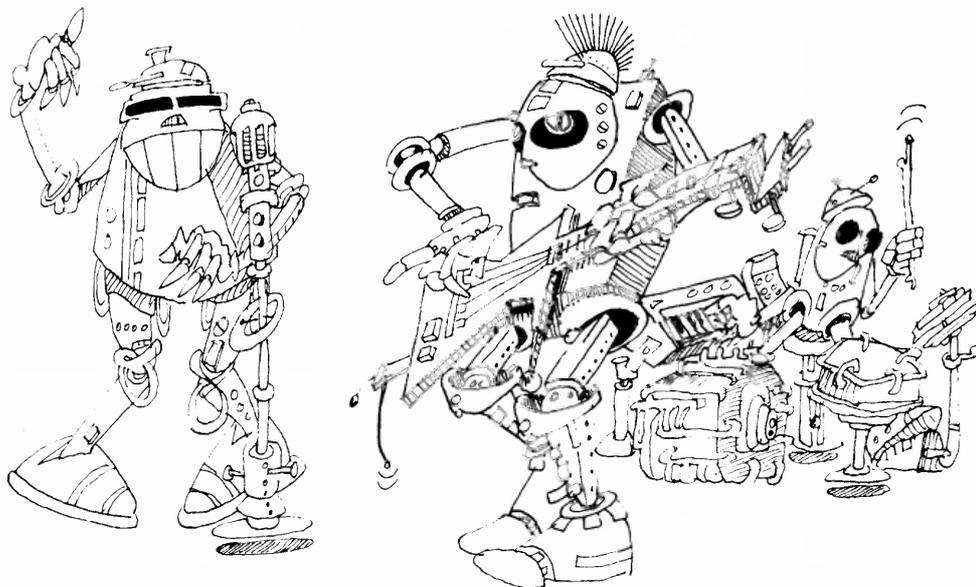
De toutes les façons possibles mais pas « à blanc ».

Chez nous, on lit l'écriture (des autres) et on écrit pour être lu. C'est le sens de nos techniques, de la correspondance inter classe au journal imprimé en passant par les échanges télématiques. Mais on peut aussi « dire » par l'expression libre, la création artistique, etc... et ces activités ont une large part dans notre classe.

Chez nous, la liberté de chacun augmente au même rythme que les responsabilités prises par tous dans les institutions qui organisent et régissent la vie de la classe.

Patrick Chrétien
(Instituteur en IMP, Institut Médico-pédagogique)





Technologies nouvelles

ET PEDAGOGIE FREINET

1—LA MICRO-INFORMATIQUE

Le travail individualisé et la recherche libre par tâtonnement expérimental sont deux éléments fondamentaux pour la mise en œuvre de la pédagogie Freinet.

Il nous a semblé qu'avec la micro-informatique, nous pourrions aller plus loin dans ces deux domaines.

Dès que nous avons commencé notre travail nous avons dégagé les principes suivants :

— compte-tenu du coût du matériel, ne rien faire avec qu'on puisse réaliser avec du papier et un crayon.

— prendre en compte la réalité de nos budgets qui conduit à l'utilisation de micro-ordinateurs équipés de cassette ce qui entraîne un temps d'accès très long à l'information.

Nous nous sommes orientés vers trois types d'applications :

a) des logiciels d'enseignement assisté par ordinateur permettant d'échapper au cloisonnement scolaire, laissant l'enfant libre de son choix devant une panoplie de propositions, libre de déterminer la quantité de travail qu'il souhaite fournir, libre enfin d'abandonner s'il le désire à tout moment.

D'autre part il faut qu'il puisse trouver des aides intégrées dans le logiciel pour éviter au maximum une intervention de l'adulte afin d'assurer une réelle autonomie.

b) Des logiciels de simulation ouverts permettant à chaque classe de l'adapter à son vécu, à son ambiance et à son environnement (moyennant un léger effort de la part du maître).

Exemple : un logiciel sur l'exploration du temps permettant, pourquoi pas, à un enfant d'intégrer ses anniversaires passés et à venir ou tout autre événement vécu par la classe aussi bien que la bataille de Marignan.

c) Des logiciels utilitaires accessibles aux enfants tout en étant performants comme par exemple un traitement de texte ne nécessitant aucun apprentissage ni la lourde ingestion d'un volume d'instructions très spécifiques.

Nous tenons à ce que tous nos logiciels soient absolument libres d'accès (pas de protection) car il nous apparaît que sans la possibilité laissée à chacun de les adapter à sa classe et de les faire évoluer ils seraient condamnés à disparaître sous la poussière.

En définitive, nous avons fait la démarche d'adapter l'informatique à nos besoins même si au départ il a fallu un effort important pour maîtriser l'outil et découvrir la réalité cachée derrière le vocabulaire des technocrates qui cache souvent la médiocrité atterrante des produits qu'on ose vendre aux enseignants.

2—LA TELEMATIQUE

Les expériences des circuits de correspondance naturelle entre plusieurs classes permettant de créer les condi-

tions favorables pour la réussite d'une communication « pour de vrai » entre les enfants se sont trouvées confrontées aux limites de la durée.

Il faut malheureusement prendre en compte la lenteur de la circulation du courrier, l'impossibilité d'obtenir des réponses rapides dans un laps de temps compatible avec la durée de l'intérêt chez l'enfant.

La télématique permet justement la transmission de données brèves en temps réel avec acheminement instantané (ou presque). Elle peut donc servir de support logistique pour assurer le suivi des envois papier, des albums, des enquêtes. Elle peut fournir un moyen rapide pour collecter des informations ou des données.

Actuellement nous en sommes encore aux balbutiements mais il faut que nous puissions mettre entre les mains des enfants un logiciel de gestion de la correspondance électronique qui soit adapté à la situation d'échanges et de communications que nous voulons créer.

L'intérêt que nous portons à toutes les technologies n'existe que parce que nous essayons de faire reculer les limites du cadre dans lequel nous travaillons.

Encore faut-il que nous maîtrisions suffisamment ces nouveaux outils pour pouvoir les adapter à nos besoins et ne pas tomber dans la situation inverse qui serait la négation même de notre idéal.

Roger Beaumont
Pollionnay (69) décembre 85

Contre la hiérarchie

Thème cher aux libertaires, bien entendu. Et, fort heureusement, à d'autres... L'École Emancipée, le SGEN-CFDT et de nombreux non-syndiqués, ont été à la pointe de cette lutte, et contre son symbole le plus fort: l'inspection. En effet, mais je ne m'étendrai pas car vous êtes sans doute au courant, tout instituteur, tout professeur (comme tout fonctionnaire, d'ailleurs) est noté. Et c'est un individu seul, l'inspecteur (pour les instits, tout au moins. Les profs ont droit à une autre note, attribuée par le chef d'établissement), qui note. Inutile de vous démontrer l'arbitraire du système... Cette note influe peu sur la carrière financière (l'avancement se fait moins vite pour les mal notés, mais il se fait quand même; sauf en cas de sanction très grave...). Par contre, l'influence la plus importante concerne le mouvement des personnels (le changement de postes). L'ordre de priorité pour l'attribution d'un poste est défini selon l'ancienneté et la note (je passe les détails, car la proportion de telle ou telle est différente selon les situations). Priorité, donc, aux vieux et aux bien notés. Bonjour la lèche! Si les instituteurs sont attachés à un département (mais il y a des départements qui sont bien grands...), le recrutement des professeurs est soit académique (plusieurs départements), soit national. En conséquence, l'inspection fait un consensus quasi général, non tant sur son principe de plus en plus remis en cause, mais simplement parce que tout un chacun aspire (légitimement) à obtenir un poste qui lui convient.

La remise en cause de l'inspection a atteint plusieurs niveaux plus ou moins satisfaisants :

— aménagement de l'inspection dans son cadre actuel: l'inspecteur prévient de son arrivée, inspecte et note de manière traditionnelle; puis, l'instituteur peut, en cas de désaccord, réclamer une contre-inspection. C'est la pratique la plus courante! Qui ne change rien au fond du problème...

— aménagement de l'inspection dans un cadre différent: l'inspection d'équipes. Quelques écoles travaillent en équipes pédagogiques, avec projets écrits définis à l'avance. Il paraît donc logique que l'inspection soit collective. Mais l'administration refuse (répondant que le fonctionnaire est noté individuellement). Cette « nouvelle inspection » serait sans doute un progrès, puisque l'arbitraire du jugement d'une seule personne par une autre serait supprimé. Et une discussion collective paraît plus facile à mener qu'une discussion individuelle, face à un individu qui a pouvoir

d'autorité (et de sanction). Mais, à termes, que fera-t-on des « mauvaises » équipes?

— Refus de l'inspection. Il s'agit d'un mouvement plus radical né il y a quelques années, dont le but affirmé est bel et bien « d'en finir avec l'inspection et la notation ». Un collectif parisien est né, qui regroupe plus de deux cents instituteurs et institutrices, syndiqués au SGEN-CFDT, au SNI-PEGC ou non syndiqués. Le sanction administrative actuellement appliquée est un zéro comme note pédagogique.

Ce collectif parisien a édité une (très

bonne...) brochure, qu'on vous conseille vivement de lire: « L'inspecticide ». Cette brochure anti-hiérarchique est pleine d'informations, de conseils, d'exemples de lettres, etc... Elle donne une bonne vision sur l'état actuel de la lutte.

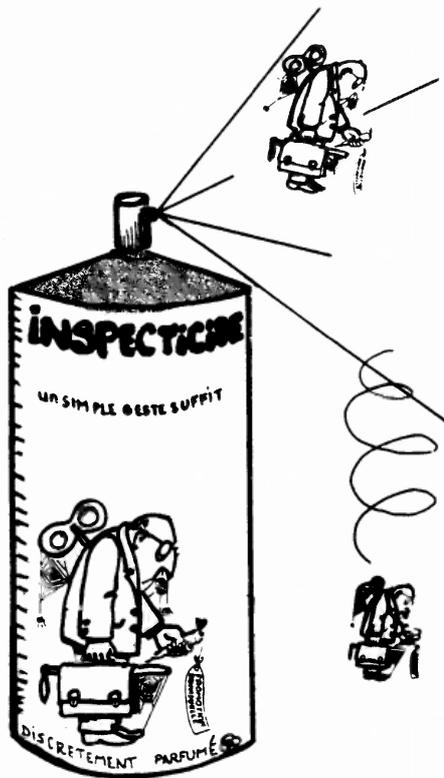
Une réunion entre collectifs d'enseignants refusant l'inspection (car le collectif parisien a fait école en province) a eu lieu le 15 février à Belfort (*). Nous n'avons pas eu d'informations quant à cette réunion (ceci est un appel du pied pour les lecteurs qui y étaient. Merci...).

Il est bien évident que l'enjeu de cette lutte est très important. L'infantilisation qui règne dans l'Education Nationale pourrait reculer si l'abolition d'une pratique moyenâgeuse était obtenue. Mais la majorité des enseignants n'est pas prête à se « mouiller » pour une telle revendication. La collusion entre les directions syndicales « responsables » et l'administration est significative à ce sujet. Ces structures auraient sans doute beaucoup à perdre si les enseignants s'émancipaient d'une contrainte bien embarrassante. L'enfant, lui, pourrait sans doute y gagner une école moins uniformisée, moins proche des sacro-saints programmes nationaux, plus rigolote, quoi!

Mais se préoccupe-t-on de l'enfant dans l'Education Nationale?

Collectif parisien de refus d'inspection et de notation:

- SGEN-CFDT 67 rue de Dunkerque, 75009 Paris (42 82 11 96)
- ECOLE EMANCIPEE 8 impasse Crozatier 75012 Paris (46 28 50 49)
- FEU FOLLET 18 bis rue de Bellefond, 75009 Paris



DERNIERE MINUTE

Suite à la rencontre nationale des collectifs contre l'inspection, qui a eu lieu à Belfort, le Collectif parisien (SGEN-CFDT, Ecole Emancipée, non syndiqués) s'est engagé dans la préparation du Forum national dont le principe a été arrêté à Belfort pour se tenir à Paris le week-end de Pentecôte:

FORUM ANTI-HIERARCHIE DES COLLECTIFS CONTRE L'INSPECTION

17-18-19 mai 86 au cinéma « La Clef », rue Daubenton, 75005 Paris

- Samedi 17 mai: 16 h: accueil des participants / 17 h/ présentation des différents départements, échanges d'expériences / Soir: repas pris en commun sur place (prévoir environ 60 F).
 - Dimanche 18 mai: 10 h: table-ronde avec syndicats et mouvements pédagogiques / 15 h: GRAND DEBAT avec personnalités invitées sur l'inspection, notation, hiérarchie dans l'EN et ailleurs / Soir: Buffet et... FETE (théâtre, musique, danses, spectacles...)
 - Lundi 19 mai: 9 h: réunion des participants: bilan du forum, suites à donner / 11 h: conférence de presse.
- Durant tout le week-end: expositions, tables de presse et librairie.

Pour une éducation intégrale

Il est clair que chaque ligne de ce texte mériterait une page de développement. Nous avons voulu simplement cadrer le débat sur l'intervention des libertaires dans l'éducation, sans entrer dans les détails pratiques de cette intervention au quotidien, ce que nous n'avons guère eu la place de faire, mais qui fait la grosse part des recherches du C.E.R.I.S.E.

Nous espérons tout de même que cette contribution vous sera utile et que notre collaboration se poursuivra au-delà de ce dossier.

C.E.R.I.S.E.

L'ASSOCIATION «FEU FOLLET» ET «ZERO DE CONDUITE»

"Zéro de Conduite" est né en Novembre 1983, de la volonté un peu vague au début, de quelques instits de faire connaître leur façon de travailler et la vision de l'éducation qui la sous-tendait.

Pourquoi "Zéro de Conduite"?
A cause de Jean Vigo, bien sûr.

Depuis, 12 numéros sont sortis à ce jour (novembre 85), dont un numéro spécial sur l'éducation à la paix, recensant les associations, groupes, etc., qui ont une activité dans ce domaine, élargi à l'anti-racisme et l'interculturel.

Une association, "Feu Follet", fut créée afin de servir de point de rassemblement pour ceux qui pensent l'Education en d'autres termes que contrainte et dressage.

Peu à peu, se sont regroupés autour du noyau initial des parents, des animateurs et des étudiants, intéressés par nos activités et nos recherches.

Car "Zéro de Conduite" nous a conduit à approfondir nos questions et à rechercher des réponses en prise avec la réalité. C'est pourquoi nous sommes en contact avec un certain nombre de lieux "différents", la plupart dans l'Education Nationale.

Nous avons en projet un recensement de ces "expériences" (travail déjà en partie réalisé par l'annuaire de "Possible"), assorti d'une étude des grandes lignes de ces expériences, et de leurs conséquences sur:

- les résultats scolaires
- l'autonomie des élèves
- la modification des relations sociales parents-enseignants, et parents-parents.
- les relations enfants-enseignants.
- les réactions de l'institution, et les limites de sa tolérance.

Nous avons aussi entamé une recherche en direction, entre

autres, de la pédagogie libertaire, dont pratiquement rien ne subsiste aujourd'hui, alors qu'il s'agit là d'un des acquis les plus remarquables du mouvement.

Nous avons d'ailleurs réédité une brochure de Lipiansky sur le sujet.

La phase suivante a été la conception et la mise en chantier du C.E.R.I.S.E (centre d'études et de recherche sur l'innovation sociale et éducative).

Partant du principe qu'il ne saurait y avoir de changement éducatif s'il n'y a pas changement social, ou au moins mouvement social, il nous fallait un instrument de diffusion de l'information (livres, brochures, statistiques) capable d'intervenir dans les écoles par des expositions et/ou pour aider au démarrage d'un projet, et disposant d'un local-bibliothèque de prêt, accessible à TOUS, parents, enseignants, ou tout autre.

Ce lieu est tout particulièrement destiné à favoriser la convergence de militants pédagogiques sociaux, politiques, dispersés dans le monde multiforme de l'Education.

C'est de cette convergence que pourra émerger un mouvement qui, parce qu'il liera le politique à l'éducatif, pourra éviter l'écueil sur lequel s'est échoué le mouvement Freinet (pour ne citer que lui) qui, parti sur des bases sociales et politiques, n'est plus aujourd'hui qu'un réservoir de techniques pédagogiques servant d'alibi à une partie du corps enseignant en mal de bonne conscience.

Le local, nous l'avons, avec un fond d'ouvrages et pas mal de bonnes volontés. Mais pour le mener à bien, ce projet a besoin de reposer sur une véritable base sociale.

C'est pourquoi nous lançons une campagne de souscription qui permettra à chacun de contribuer, si peu que ce soit, à la mise en place de cet outil indispensable.

Du nombre des réponses dépendra la capacité du mouvement d'assumer ce centre et d'en créer d'autres, dans d'autres villes et quartiers, qui mettront l'Education au coeur du débat social et permettra, nous l'espérons, d'avancer sur la voie de la décolonisation de l'enfance.

L'EDUCATION EN 1985

L'institution scolaire, il faut le dire, n'a guère évolué depuis sa création, du moins en France.

Le système, mis en place par la bourgeoisie pour assurer la pérennité des rapports sociaux qui assurent sa domination, repose sur les mêmes bases:

LA SELECTION SOCIALE

L'école française est une machine qui ne permet qu'à un élève sur quatre d'atteindre le bac. Et pour ne pas faire partie de ces trois-quarts fatidiques, il vaut mieux naître dans une famille de cadres ou...d'enseignants.

Et la lecture des projets gouvernementaux n'est pas pour nous rassurer, vu qu'elle nous apprend qu'au niveau des L.E.P. donc des élèves les plus rejetés par l'institution, la loi Carraz ne vise ni plus ni moins qu'à

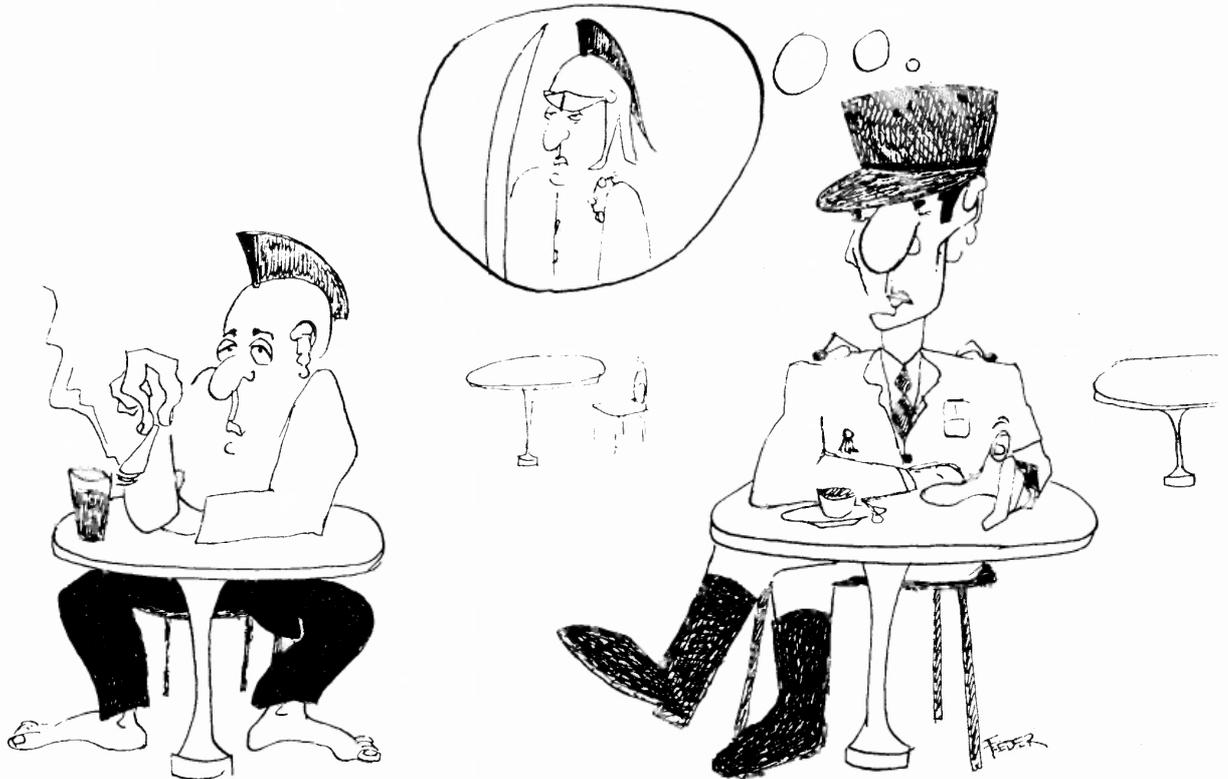
les livrer sans qualification (suppression massive des CAP, donc de certaines garanties dans le monde du travail), pieds et poings liés, au patronat.

Même la carrière d'enseignant, qui autrefois permettait aux "fils du peuple" de "s'en sortir", voit maintenant son accès réservé à ceux qui ont eu la chance de parvenir à l'université. On n'est jamais mieux servi que par les siens...

LE CONFORMISME IDEOLOGIQUE

Un moment battu en brèche par Mai 68, elle revient en force grâce aux "socialistes" et à l'Instruction Civique de Mr Chevènement.

Exaltant l'idée du patriotisme républicain, elle ne vise qu'à renforcer le consensus autour des institutions, créées par



et pour la bourgeoisie, dans l'intérêt de l'ordre économique actuel.

C'est ainsi que l'armée fait un come-back remarqué dans les écoles, porteuse de ses valeurs de tous temps progressistes: sexisme, machisme, soumission.

LE CONFORMISME SOCIAL

Moyen et en même temps garantie pour le système, l'apprentissage des rapports d'autorité est le vecteur principal de l'emprise idéologique des couches dominantes sur l'école, et c'est aussi le domaine où la responsabilité des enseignants est la plus grande dans la reproduction des rapports sociaux.

Au plan pédagogique, on assiste à la destruction systématique de toute autonomie de l'enfant, les seules initiatives de sa part qui soient considérées comme intéressantes étant celles qui lui permettent de se couler un peu plus dans le moule qu'on veut lui imposer.

Sous couvert d'instruction, on inculque par pressions diverses (de l'intervention physique au chantage affectif, en passant par les éternelles "punitions"), un mode de pensée et de relations destiné à soumettre chaque individu au principe d'Autorité, puis de lui faire intégrer une échelle de valeur des individus, dans laquelle il se situera, personnalisant du même coup les Autorités auxquelles il doit se soumettre, et ceux sur lesquels il peut, à son tour, exercer cette Autorité (fût-elle "morale" ou "intellectuelle..)

Découpage des sections par tranches d'âge, discipline, distinction bons/mauvais, tout concourt à l'apprentissage de la domination et de la soumission.

Et plus le rejet par l'institution scolaire se fait fort, plus le sentiment d'infériorité doit être inculqué à ceux qui, potentiellement, peuvent devenir un danger pour le système.

Ca marche très bien. Allez demander à un élève de LEP ce qu'il pense de lui-même...

nécessitent l'éviction des enfants d'une classe et l'aboutissement des études pour les autres.

EDUCATION POLITIQUE

Eduquer est avant tout un acte politique. Il n'existe pas d'éducation qui soit "neutre", au sens "Le Monde" du terme.

Une éducation est toujours l'expression d'une vision de l'individu et de la société, celle de la classe dominante.

Contre une éducation entièrement tournée vers la soumission et la sélection sociale, se battre pour une éducation différente, c'est nécessairement prendre une position politique contre cette société. Faire l'économie de cette prise de conscience conduit à un "pédagogisme" de façade d'autant plus accepté qu'il reste isolé, sous la tutelle des autorités.

Si, d'aventure, les résultats obtenus vont dans le sens contraire à la sélection et à la hiérarchie, l'expérience est stoppée. D'autant plus facilement qu'elle se sera mise elle-même, par absence de positions politiques, entre les mains de ses bourreaux.

L'EDUCATION INTEGRALE

Une autre approche de l'éducation.

EDUCATION NON STOP

L'éducation et l'instruction ne peuvent jamais être considérées comme achevées chez un individu. Elle doivent s'étendre de la naissance à la mort, en disposant du temps et des structures nécessaires. Les adultes doivent donc pouvoir accéder à l'instruction au même titre que les enfants,

et ce, à quelque niveau que ce soit.

Une des conséquences en est la redistribution du temps de chaque individu sur quatre critères (travail, loisirs, sommeil, éducation), et non sur trois comme c'est le cas actuellement.

Cela conduit à la revendication d'une réduction massive du temps de travail, et, à terme à un changement de société, car on s'attache là à la division de cette société en classes, et à ses répercussions au niveau culturel, qui

EDUCATION SOCIALE

L'Éducation Intégrale ne peut se concevoir séparée du tissu social, avec lequel elle doit être en permanente intraction. C'est ce qui a été nommé "l'ouverture de l'école", mais qui doit en fait se concevoir comme une extension du rôle de celle-ci dans des domaines relevant de la vie de quartier.

L'école doit devenir acteur social dans la vie d'une commune,

avec une prise en charge par tous ses usagers et gestionnaires.

Du contact avec la réalité naît sa prise en charge. L'isolement actuel de l'école n'est pas un hasard, mais une nécessité pour le système.

En intervenant sur le concret, on se forge peu à peu une connaissance toujours plus approfondie des institutions, des cultures et des nécessités sociales qui fait que chacun se trouve vite apte à les assimiler, pour pouvoir, en connaissance de cause, agir sur elles.

C'est la voie de l'Autonomie, à l'opposé des méthodes qui font l'essence de l'éducation en France, c'est à dire des savoirs théoriques imposés comme vérités intangibles, sur lesquels aucun tâtonnement, aucune approche personnelle n'est possible.

C'est ainsi que l'encyclopédisme devient un but, et la mémoire un talent.

L'Education Intégrale doit permettre au contraire une relation dialectique entre le "savoir" et le "pouvoir", l'action devenant le moteur de la connaissance, cette dernière clarifiant et facilitant l'action.

C'est donc une dynamique éducative qu'il convient de créer, mais

qui soit aussi dynamique sociale. Dynamique qui conduit tout droit au conflit avec les pouvoirs garants du statu-quo social (inspecteurs, administration, politiciens.)

Ouvrer pour la prise en charge par la population de ce conflit est une manière de placer la lutte de classe au centre du combat pour une autre Education.

EDUCATION A L'AUTONOMIE

L'Education Intégrale, outre son caractère de classe, vise avant tout l'autonomie de l'individu, non comme une fin, mais comme un moyen d'éduquer.

Ce qui est visé, c'est la capacité d'agir de façon responsable, en toute connaissance de cause, en dehors de tout schéma préconçu, en fonction des données sur la situation et ses protagonistes.

C'est donc la capacité d'analyse, la capacité de résistance aux pressions, l'imperméabilité au pouvoir qu'il faut promouvoir.

Cela passe par le développement de l'esprit critique (pratique du choix permanent), l'épanouissement de l'individu comme arme contre la soumission, et la suppression de l'Autorité comme critère essentiel de l'Education.



harmonie avec la nécessité d'un bouleversement social.

Mais certains peuvent choisir, comme Ferrer, de créer en dehors de l'E.N. des écoles oeuvrant en faveur de la classe ouvrière.

Avantage immédiat: plus de compte directs à rendre à l'Etat.

Mais alors se pose une condition essentielle: ces écoles, pour être conformes à leur mission politique et sociale, doivent être accessibles aux plus défavorisés, c'est à dire GRATUITES.

Faute de quoi on aura bien vite un nouvel élevage de fils de cadres.

Le casse-tête du financement ne peut se résoudre que par un héritage ou un financement par souscription s'appuyant sur un mouvement social, le recours à l'Etat étant problématique pour cause d'indépendance.

A l'heure actuelle, ce mouvement n'existe pas.

Mais, quelque soient nos choix d'intervention, il faut, pour créer ce mouvement, outre le fait de prendre en compte les conditions sans lesquelles le sens même de ce combat serait mis en cause, mettre en place des structures qui permettent:

- 1) de faciliter la mise en place d'un réseau d'information et de débat entre militants (enseignants, parents, élèves).
- 2) l'information du plus large public sur la nature réelle de l'institution scolaire et de ses buts.
- 3) l'intervention dans les écoles par débats, expositions, brochures

C'est le rôle que nous avons assigné au C.E.R.I.S.E. et aussi la raison d'être de la souscription que nous avons lancée.

Pour transformer l'Education en changeant de société, c'est maintenant et ensemble.

déc.1985. FEU FOLLET.
77, rue des Haies
75020 Paris.

L'EDUCATION ET LES LIBERTAIRES

L'intervention de libertaires dans l'éducation peut se concevoir de plusieurs façons, qui toutes ont un cadre et des contraintes propres.

Au delà de la querelle école publique / écoles "parallèles", il faut cerner de façon précise les enjeux et les buts de la démarche des libertaires dans ce domaine.

Si cette intervention part simplement d'une prise de position anti-autoritaire (pour juste qu'elle soit), voire humaniste (type "halte au massacre des bébés-hommes), sans aucune vision sociale et surtout sans perspectives claires de transformation de la société, elle conduit, dans l'Institution, au pédagogisme mentionné précédemment, et hors de l'école à la mise en place de "réserves" repliées sur elles-mêmes, qui, à défaut d'être l'expression d'un mouvement social, deviennent vite des îlots cernés par les barbelés de la calomnie (cf. les lieux de vie).

Elles ne valent alors que par la démonstration de la validité d'une théorie éducative, et non comme "avant-garde" d'un vaste changement en faveur de la majorité des exclus du système.

Dans tous les cas, la sélection sociale et l'autoritarisme restent le lot de ces derniers.

Si le but est le changement de société, alors il faut se poser les questions suivantes:

1) Par qui, et en faveur de qui le changement doit-il s'opérer?

2) Où les militants libertaires peuvent-ils être en contact avec ces couches de la population?

3) Comment appuyer sur une base sociale réelle les revendications d'une transformation du système scolaire?

La réponse à ces questions cadrent le problème:

L'immense majorité des enfants des couches populaires sont dans le service public. Actuellement, donc, travailler avec et pour ces couches là nécessite de se battre à l'intérieur de l'Institution Scolaire.

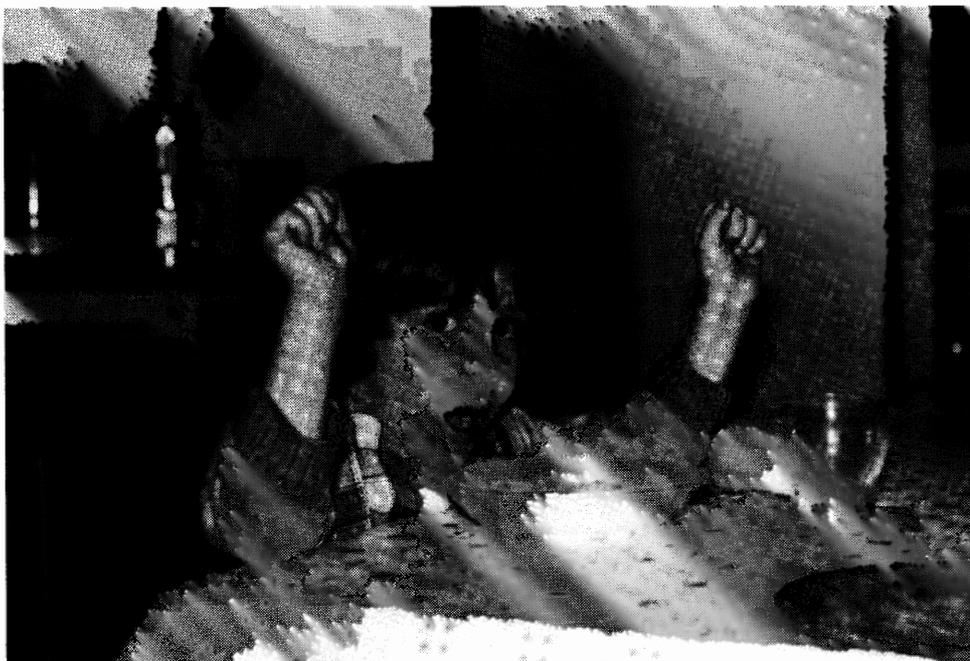
MAIS l'Education Nationale possède des anticorps efficaces contre la perversion interne de son rôle: les inspecteurs, ces globules blancs du capitalisme, veillent au grain.

Tout individu isolé est contraint, tôt ou tard, selon son degré de résistance, à céder du terrain ou ses convictions.

C'est pourquoi il y a, à notre sens, deux conditions à l'intervention cohérente des libertaires dans l'école:

1) Le regroupement de plusieurs militants sur un même lieu de travail, ce qui permet de briser l'isolement et d'enclencher une dynamique.

2) La lutte anti-hiérarchique directe contre l'administration, par le refus de l'inspection, mouvement en cours actuellement depuis trois ans déjà, qui permet en outre d'avancer d'autres perspectives de fonctionnement en



La chasse

Les lieux de vie du Collectif Réseau Alternatif (C.R.A.) sont gravement coupables de remettre en question profondément, et autrement qu'avec des mots, les rapports sociaux que la société libérale avancée d'hier, et la société socialo-communiste d'aujourd'hui imposent globalement au grand nombre d'êtres.

Vivre des rapports sociaux différents ne consiste pas à imposer aux autres ces rapports différents. Chacun peut continuer à subir le mode de vie quotidien. Dans les lieux de vie, seuls s'y trouvent ceux qui ont choisi de s'y trouver. Même parmi les accueillis qui ont déjà refusé, à leur manière, les rapports sociaux en place, et qui ont accepté cette alternative.

Les rapports enfants-adultes n'échappent pas à cette remise en question des rapports sociaux. Permettre à des enfants de devenir SUJETS, au lieu d'être maintenus à l'état d'objets devient subversif, d'autant plus lorsque le mouvement porteur de cette conception radicalement différente développe ses dimensions et fait entendre sa voix.

Cette organisation collective pratiquée dans les lieux de vie n'est pas nouvelle. Il y a des siècles que des hommes cherchent une organisation sociale satisfaisante parce que libertaire et égalitaire pour tous, et qu'ils tentent de la pratiquer. Si les sciences technologiques sont avancées à notre ère, il n'en est pas de même de nos pratiques d'organisation sociale!

La vie proposée à l'intérieur des lieux de vie interroge la vie imposée de haut en bas dans les institutions de l'action sociale et psychiatrique, entre autres. L'opposition entre ces deux formes de vie est si grande, à vrai dire, que la simple existence des lieux de vie interroge et enclenche des réactions de peur et de destruction chez les défenseurs de l'appareil institutionnel qui domine. Et en plus, le CRA est en train d'élargir l'alternative au-delà de l'action sociale et psychiatrique, jusqu'au mode de vie dans son entier!

Quelles sont, brièvement, ces remises en question?

La première, sans doute, est la possibilité offerte à tout être humain sans discrimination quelle qu'elle soit, d'accéder en son nom, à l'organisation de la vie collective et à toutes les informations et décisions qui la sous-tendent.

Chacun peut devenir le sujet agissant sa vie au lieu d'être relégué par la structure institutionnelle au rôle d'objet pour lequel quelqu'un d'autre décide.

Ceci n'enlève pas, comme par magie, les difficultés à devenir sujet qui existent chez les êtres humains dont l'histoire

L'INSTITUT D'HISTOIRE DES PEDAGOGIES LIBERTAIRES

« Les Cahiers de l'Institut d'Histoire des Pédagogies Libertiaires ont pour ambition de mettre en circulation des textes ou des éléments d'information destinés à alimenter la réflexion actuelle sur l'éducation. Les théoriciens et les praticiens célèbres (Ferrer, Robin, Faure, Freinet, etc...) seront tour à tour évoqués, ainsi que les expériences et les mouvements qui se sont développés à leur suite ou parallèlement.

L'IHPL édite également un Bulletin dans lequel sont présentés des documents accompagnés de critiques et d'analyses, et qui pourrait devenir un lieu de débat ou de confrontation. »

Voilà bien présentée l'ambition (double) de l'IHPL: « être un lieu de confrontation entre les expériences d'éducation libertaire du début de ce siècle, et la réalité des mouvements pédagogiques d'aujourd'hui ».

Concernant les expériences du passé, les deux « Cahiers » (en fait, des livres) traitent l'un de Francisco Ferrer, l'autre de Han Ryner. Si le premier nous renvoie à un moment fort de notre histoire, le second (un roman), nous permettra de réfléchir à la philosophie induite par la pensée individualiste de l'auteur (individualisme et éducation sont-ils compatibles?).

Dans les bulletins, J.P. Caro a le souci continu de confronter les théoriciens des pédagogies libertiaires, aux réalités (tristes) de la pédagogie actuelle, officielle et nationale. Le plus simple est de parcourir quelques extraits d'éditoriaux:

« ... Dans ce fatras, un seul oublié, un grand absent, l'enfant. L'heure n'est

plus à la recherche de son épanouissement... Le maître-mot des hommes au pouvoir aujourd'hui, c'est entreprise. L'objectif est donc de conformer des bataillons d'écoliers et de collégiens pour en faire les serviteurs dociles de ce nouveau dieu... » (numéro 2).

« ... Il y a, dans ce contexte, une certaine provocation à publier le texte dans lequel Paul Robin exprimait sa conviction et l'esprit qui allait animer sa revue l'Education Intégrale. Cette attention extrême au cheminement des apprentissages, ce respect des qualités et des potentialités de chacun n'ont sûrement pas inspiré les plumitifs qui ont, pour leur ministre, écrit les dernières Instructions officielles... »

Dans un monde qui produit la Culture industriellement et qui érige le mode d'emploi en système de pensée, il peut sembler démodé de présenter les conceptions stirneriennes de Volonté présidant à l'intégration du Savoir dans la construction de la personnalité.

Raison de plus pour les publier! » (numéro 3)

Voilà, nous espérons que vous aurez envie d'en lire plus. Pour nous, réflexion et action vont de pair à chaque instant.

Alors, dévorez les bouquins déjà publiés.

Et que chaque lecteur communique, échange ses impressions, raconte ses pratiques, ses expériences. Car le projet de l'IHPL est ambitieux, et il ne pourra se réaliser pleinement qu'avec la contribution active de tous et de chacun.

Institut d'Histoire des Pédagogies Libertiaires, Caradeux, La Harmoye, 22320 Corlay.

aux lieux de vie

personnelle a été si altérée par les milieux sociaux aliénants.

Mais, ceci élimine les obstacles construits par le milieu environnant actuel et qui aurait barré la route à toute tentative d'un être humain à prendre en main sa propre vie. Les phénomènes de dépendance affective enfants-adultes ou adultes-adultes ne sont pas niés, par le fait de revendiquer et de tendre vers une répartition possible et réalisable des pouvoirs, des responsabilités et des contrôles à l'intérieur du lieu de vie. Ces phénomènes sont à dépasser au moyen de la maturation des personnes et grâce à l'ouverture permanente de l'accès au pouvoir et à la responsabilité de chacun dans l'organisation de la vie.

Une deuxième remise en question est le souci de l'égalité économique entre les personnes. Il est inadmissible, quelques soient les justifications avancées que des individus s'octroient, s'accaparent des pouvoirs d'achats deux fois, trois fois, dix fois, etc... plus grands que d'autres. Ceci dit, je ne refuse pas d'écouter les arguments de ceux qui justifient ces privilèges.

Une troisième remise en question est le souci de faire en sorte que le lieu de décision demeure le lieu de vie, et que les décisions ne se prennent pas en

dehors du lieu par des personnes non directement concernées.

Ceci n'est pas le refus de tout contrôle. C'est le refus que d'autres personnes décident à la place de ceux qui sont concernés. Cela ne veut pas dire le refus de communiquer, de discuter, de laisser connaître ce qui se passe dans le lieu de vie. Mais, cela veut dire qu'en dernier ressort, la décision doit être prise par les intéressés eux-mêmes.

Tous ces points auraient besoin d'un grand développement étayé sur l'expérience vécue. Difficile à faire en quelques lignes!

Les forces d'opposition et les forces de la majorité, avides du pouvoir d'Etat, même s'il est conçu différemment par chaque partisan, seront unanimes pour continuer à bafouer les droits de l'enfant, chacune à leur manière, à partir de l'affaire du Coral.

En effet, l'enfant est l'embryon de l'adulte de demain, et l'Etat n'aspire qu'à forger la personnalité de l'enfant dans le moule de la société de demain qu'il a conçue pour lui. L'Etat ne laisse aucune place au libre épanouissement de la personnalité humaine.

Comment des forces pouvaient-elles empêcher le développement des lieux de vie et du CRA?

Pas en posant les problèmes de fond! Pas en instaurant le débat authentique sur l'enfance! Pas en acceptant d'entendre les arguments des lieux de vie! Pas en tirant les conclusions imposées par les arguments les plus viables!

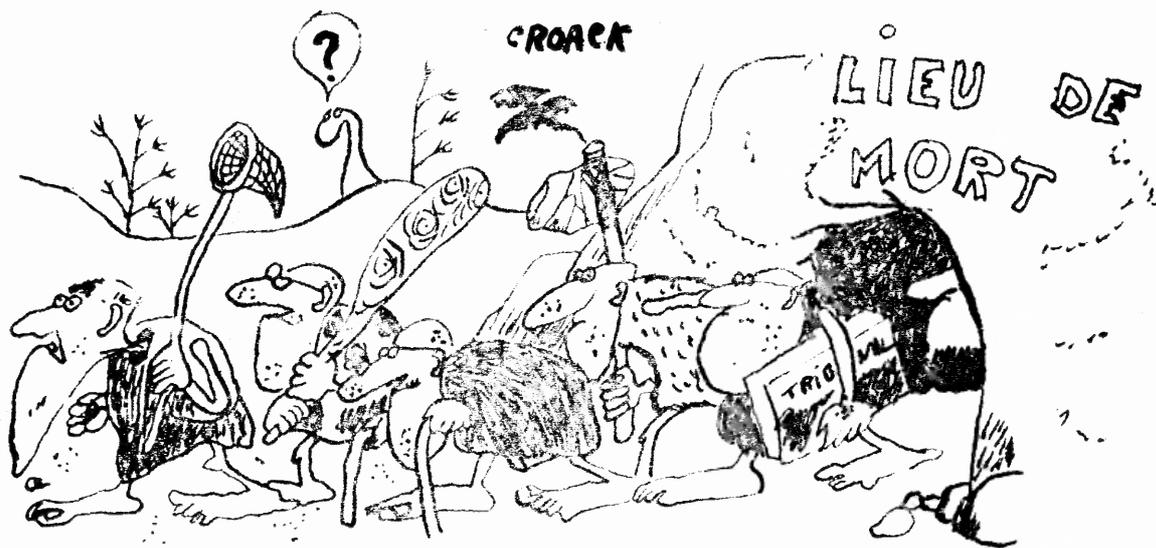
NON! Ce serait renier la RAISON D'ETAT!

Il fallait rendre illégaux les lieux de vie, aux yeux de l'opinion, quitte à monter une machination et à les assimiler à un réseau de ballets bleus.

Ou bien encore tenter d'intégrer les lieux de vie à l'organisation politique, économique et sociale actuelle et à venir, en réintroduisant par une reconnaissance gouvernementale légale, à l'intérieur d'eux, des objectifs étrangers.

QUE FAIRE???

Se mobiliser pour enclencher un débat de fond authentique et mûri, à propos des DROITS DE L'ENFANT, COMME PERSONNE A PART ENTIERE, DANS LA SOCIETE, dans la perspective d'une organisation sociale autogestionnaire, anti-étatique, et donc respectueuse de la personnalité humaine de tous les individus.



Délit de permissivité

La condamnation a trois ans de prison ferme de Claude Sigala, pour révoltante qu'elle soit, ne doit pas tellement nous étonner. Elle s'inscrit dans la pure logique du système et se veut exemplaire. Ce ne sont pas, bien sûr, les faits reprochés à Claude Sigala lui-même qui peuvent

la justifier: avoir embrassé deux adolescents, même selon la morale traditionnelle et sa traduction en termes judiciaires ne pourrait entraîner une telle peine.

Mais la lecture des attendus du jugement, telle qu'elle est reproduite dans *Le Monde* est des plus instructive. La

condamnation s'appuie en fait sur trois arguments:

1) Sigala étant le responsable et le «leader» du Coral et du CRA, il est, de ce fait responsable de tout ce qui a pu s'y vivre et s'y penser. Il avait le devoir de surveiller et de contrôler non seulement les faits et gestes de tous ceux

qui ont pu y passer, mais encore leurs émotions.

De même il est responsable de tous les écrits publiés par le CRA, auxquels il a participé. Ainsi est-il responsable d'une phrase (d'ailleurs tronquée), dont il n'est pas l'auteur.

2) Il a refusé les inspections de la DDASS, alors même que par ailleurs il a toujours voulu que les lieux de vie soient ouverts à tous, mais sur le mode de la transparence et non sur celui du contrôle administratif, dont on sait cependant combien il peut revêtir un caractère illusoire. Mais, dans un raisonnement bureaucratique, refuser un contrôle administratif, c'est la preuve qu'on a quelque chose à cacher, et il ne peut être imaginable que l'on refuse la facilité de l'institutionnalisation.

3) Il lui est enfin et surtout reproché l'atmosphère de « permissivité » qui régnait au Coral. Voici bien le crime suprême; toute la conception culturelle de l'éducation et des enfants fait de ceux-ci de purs objets passifs destinés à enregistrer ce qui fera d'eux de bons citoyens aseptisés et ordonnés.

Ce qui est à l'index est ainsi bien clair.

Ce n'est pas, dans ce cas précis, la pédophilie, à laquelle l'affaire du Coral a été rattachée par commodité, pour mieux couvrir le CRA d'opprobre (puisque c'est considéré comme le crime suprême dans les relations adultes-mineurs).

Sigala est avant tout coupable d'avoir participé, et de l'avoir dit trop haut, à une entreprise qui ne vise pas à reproduire la structure hiérarchique dominante. Il est coupable d'avoir entretenu avec des mineurs des relations qui ne soient pas basées sur la domination et l'apprentissage de l'obéissance, et d'avoir prouvé que ceux-ci s'en portaient mieux.

Cependant, l'Etat n'est pas stupide. Devant le lamentable échec des structures traditionnelles de « rééducation », il sait tirer profit de ce qui peut lui être utile dans l'expérience des lieux de vie. Ceux-ci pourront subsister, à condition d'accepter les contrôles administratifs, et de s'intégrer dans un ensemble qui les videra de leur originalité et en fera un rouage du système. Cette nouvelle pièce, dont le caractère potentiellement subversif sera rendu inopérant, offrira bien des avantages, ne serait-ce que d'un point de vue basement économique.

Par cette condamnation l'Etat veut prouver que, non seulement les enfants n'ont aucune existence réelle, en tant qu'individus autonomes, mais qu'en outre il est le seul réel père, chargé de l'éducation des enfants et de la transmission des valeurs. Les autres, parents géniteurs ou tutélaires, ne le sont que par délégation, et sous réserve qu'ils remplissent leur contrat de courroies de transmission de ces valeurs, de symbole de leur nécessité et de leur inévitabilité.

Alain

Education et anarchisme.

Summerhill

"Mes anciens élèves ne suivent personne"

La question de l'éducation a depuis toujours préoccupé les anarchistes; en effet, que pourrait-il y avoir de plus important dans la lutte pour un avenir sans Etat que l'éducation des enfants d'aujourd'hui? Si l'éducation des enfants demeure aux mains de l'Etat, alors l'anarchisme est condamné à mener une bataille à contre-courant contre les valeurs d'obéissance aveugle, de hiérarchie et de compétition féroce qui continueront à infecter les générations successives au moment où elles atteindront l'âge de l'école obligatoire. Déjà en 1793 William Godwin exprimait ses craintes au sujet de l'éducation dirigée par l'Etat: "Avant de remettre une machine aussi puissante aux mains d'un agent aussi ambigu, il nous appartient de réfléchir à ce que nous faisons. Les gouvernements ne manqueront pas de se servir de cette machine pour renforcer leurs pouvoirs et pour perpétuer leurs institutions."

Tant que l'éducation consiste à imposer aux enfants l'autorité des parents et des enseignants afin de les "préparer au monde extérieur" (c'est-à-dire à l'autorité des patrons et des policiers), les attitudes libertaires resteront l'apanage de cette poignée de gens qui se révoltent consciemment contre l'endocinement de l'enfance -- la vaste majorité de la population restant composée de ceux que l'Etat manipule et trompe. Pour réussir, l'anarchisme devra changer l'éducation.

Parmi ceux qui ont proposé des alternatives à l'emploi de l'autorité dans l'éducation, il n'y a que Francisco Ferrer qui se soit considéré comme anarchiste. ceux qui ont le plus contribué à la théorie et à la pratique anarchistes sont ces libertaires qui sont restés à l'extérieur du mouvement anarchiste traditionnel, en particulier Godwin, Tolstoy et à A. S. Neill. C'est ce dernier qui fit l'expérience la plus radicale et la plus durable dans le sens de l'éducation libertaire: son école à Summerhill, fondée il y a maintenant 64 ans, continue à démontrer que les relations en-

tre adultes et enfants n'ont nul besoin d'être fondées sur l'autorité. Malgré la mort de Neill en 1973, Summerhill continue à être gérée selon exactement les mêmes lignes que Neill a décrites dans son ouvrage *Summerhill*. Après sa mort, l'école fut d'abord gérée par sa femme Ena jusqu'à sa retraite en septembre 1985, puis par leur fille Zoe Readhead. Les principes sur lesquels est fondé Summerhill peuvent être résumés ainsi: l'auto-gouvernement, la liberté d'assister ou non aux cours et la liberté par rapport à la morale des adultes.

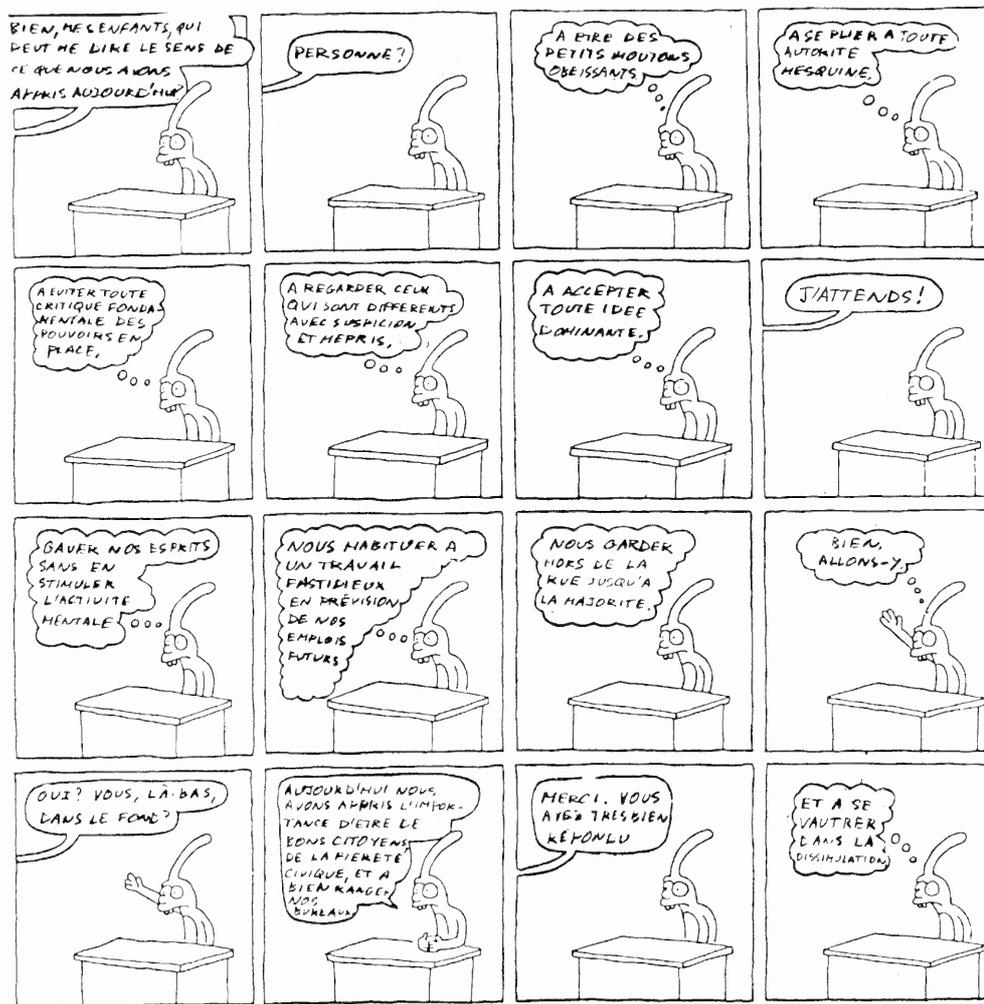
Une démocratie directe à l'école.

L'auto-gouvernement à l'école -- c'est-à-dire l'idée selon laquelle tous les problèmes de la vie quotidienne à l'école peuvent s'organiser au moyen de la démocratie directe par des réunions de la communauté dans sa totalité -- fut mise en pratique pour la première fois par Homer Lane, un pédagogue américain, dans une communauté agricole pour enfants délinquants dans le Dorset en Angleterre. Ce "Petit Commonwealth", comme on l'appelait, fonctionna à partir de 1913 jusqu'à sa fermeture par les autorités en 1918. Neill disait de sa visite chez Homer Lane (qui donnait des conférences sur le thème "L'Autorité: le problème fondamental de la société") qu'elle constitua le tournant de sa vie; il reprit le système d'auto-gouvernement de Lane lorsqu'il fonda Summerhill en 1921. L'auto-gouvernement est représentée à Summerhill par quatre corps: les médiateurs, le Tribunal, l'Assemblée et les comités.

Les médiateurs sont des volontaires renouvelés tous les quinze jours parmi les enfants (qui sont âgés de 6 à 16 ans), pour servir d'arbitres pour tenter de résoudre tout problème mineur. Dans le cas où le problème persiste, ou lorsqu'une des parties n'est pas contente de la solution que propose le médiateur, chacun a le droit de reposer le problème devant le Tribunal, qui, comme l'Assemblée, est un rassemblement hebdomadaire des 59 enfants et des 11 membres du

personnel. Le Tribunal, comme l'Assemblée, sont présidés par un volontaire qui doit rester strictement neutre, et les décisions sont prises à la majorité sur une base de "une personne, une voix". Le Tribunal se réunit le vendredi et agit comme une sorte de cour de justice, alors que l'Assemblée, qui se tient le samedi matin, sert à la fois de cour d'appel et d'assemblée législative. L'Assemblée a une autorité juridique complète sur tous les domaines de la vie scolaire à l'exception de la santé, de la sécurité et des finances, qui sont des domaines réservés au Directeur. C'est aussi au cours de l'Assemblée que peuvent être révoqués n'importe lequel des "administrateurs" de l'école -- c'est-à-dire le président du Tribunal, les médiateurs et les comités (les termes de président et de médiateur sont employés ici avec le sens qu'ils ont à Summerhill : sans connotation sexiste).

Aucun des ces postes n'est lié à une récompense, un privilège ou une autorité quelconques. Les activités sociales sont coordonnées par divers comités, qui sont en général formés de cinq membres, et dont l'élection se fait en "faisant passer le cahier" : une première fois pour noter le nom des candidats, et une seconde fois pour voter. Aux époques où les heures de coucher sont perturbées par le chahut, l'Assemblée peut se poser la question de l'introduction de "responsables du coucher", qui sont des volontaires dont le rôle est de mettre au lit d'autres enfants ; ils peuvent appliquer des amendes contre ceux qui transgressent les lois sur l'heure de coucher, amendes prélevées sur le repas de midi. La façon dont fonctionne le système est telle que les adultes n'ont jamais besoin d'intervenir dans un sens disciplinaire : l'ordre est assuré par la communauté dans son entier. En ce qui concerne les comportements qui peuvent, selon la décision de l'Assemblée, être pénalisés par une amende, tout un chacun peut demander une amende contre tout un chacun, et ainsi il n'y a aucun petit groupe d'individus possédant le monopole du maintien de l'ordre. Cependant, les amendes doivent être confirmés par la communauté entière réunie dans le Tribunal, à l'exception près des amendes prélevées sur le déjeuner par les "responsables du coucher". Le rôle joué par les amendes tend à prendre augmenter, mais la plupart des sanctions votées par la communauté



from LOVE IS HELL by Matt Groening, P.O. Box 36E64, Los Angeles, CA 90036, \$6.95 + \$2 postage & handling.

sont quasiment ridicules ; une réponse fréquemment donnée à un comportement antisocial est simplement une expression de la désapprobation de la communauté, appelée traditionnellement "avertissement fort" -- avertissement sans aucune portée réelle. D'autres sanctions incluent des amendes prélevées sur les biscuits du goûter et sur le pudding, l'obligation de faire la vaisselle ou de distraire la communauté en fin de trimestre. Il n'y a certainement aucun risque d'une "tyrannie de l'opinion publique" -- qui correspondrait à ce qui faisait peur à Orwell craignait dans une société anarchiste -- car le sentiment de liberté individuelle est trop profondément enraciné pour que l'Assemblée se permette de condamner un comportement quel qu'il soit tant qu'il ne met pas en cause la liberté d'autrui.

Les cours ne sont pas obligatoires.

D'autres écoles appliquent l'auto-gouvernement (mais certains la vident de son sens en restreignant son domaine de

compétence ou en réservant au Directeur un droit de veto sur les décisions de l'Assemblée), mais Summerhill se distingue entre toutes par sa politique de présence volontaire aux cours, idée que mit le premier en pratique Tolstoï dans son école à Yasnaya Polyana en 1861. Dès que l'on parle de cours non obligatoires, les autoritaires répondent que les enfants n'y iront jamais, et qu'ils n'apprendront jamais rien. Ils ne peuvent comprendre que privée de tout élément d'obligation, l'éducation devient une joie -- comment le fait de satisfaire sa curiosité et d'étendre sa conscience pourrait-il être ennuyeux quand on peut choisir ce que l'on veut apprendre et le moment où on veut l'apprendre. Le seul changement nécessaire est de rendre les cours facultatifs ; aucune accumulation de projets éducatifs individualisés, de diversification des options et de gadgets électroniques ne peut masquer le simple fait que dans les écoles "normales", on vous oblige à apprendre -- souvent avec les résultats désastreux que l'on connaît.

Le gavage des enfants avec des connaissances dont ils ne veulent pas a comme seul résultat une allergie envers l'acquisition des connaissances : comme l'éducation est obligatoire, on la hait, et dès que l'on peut on la fuie à jamais. Le fait que les cours soient facultatifs a pour résultat que les gens ne seront jamais allergiques à l'auto-éducation dans leur avenir dans le cas où ils ne se sont pas intéressés à apprendre au cours de leur enfance. Ici, les enfants peuvent venir "tâter" d'un sujet -- et on ne les force pas à continuer s'ils découvrent qu'à cette étape de leur vie, le sujet ne leur convient pas. Ils y reviendront peut-être plus tard. La vérité d'expérience est que les enfants viennent réellement aux cours et qu'ils y apprennent réellement ; très peu d'enfants choisissent de n'aller à aucun cours, et bon nombre d'enfants vont jusqu'à l'examen du "O level" (oui, nous y préparons) en un ensemble de matières, et ceci souvent avant l'âge de 16 ans. Le fait que les cours soient facultatifs fait aussi que les enseignants n'ont pas besoin de passer la moitié de leur temps à tenter d'intéresser (ou de contrôler) les élèves qui s'ennuyent ou qui s'agitent dans le fond de la classe. Dans des cours libres, l'enseignant n'a plus besoin d'assurer l'ordre ; si quelqu'un perturbe le cours, les élèves qui sont là parce qu'ils veulent apprendre auront tôt fait de le lui faire

comprendre. Autrement dit, le caractère facultatif des cours est une libération autant pour l'enseignant que pour les enfants.

Pas de propagande

Il y a pourtant plus dans la libération des enfants que la simple non-obligation de suivre des cours. Trop souvent on oblige les enfants à avaler les valeurs des adultes. Trop souvent, les adultes leur communiquent leurs opinions (et leurs préjugés), au lieu de leur donner ce qui a réellement de l'importance : l'information qui fonde ces opinions. Si on impose aux enfants les valeurs des adultes, on ne peut s'attendre à ce qu'en grandissant ils deviennent capables de se faire leurs propres opinions, de penser par eux-mêmes. A Summerhill nous nous refusons de tenter de placer les enfants dans un moule, car nous ne prétendons pas avoir une image à laquelle les enfants devraient ressembler plus tard ; nous leur permettons de se développer librement, de façon à ce que ce qu'il y a naturellement de bon en eux se développe sans la déformation apportée par l'endoctrinement.

La religion et la politique sont des domaines que nous permettons aux enfants de découvrir par eux-mêmes. Ceci ne signifie pas que nous les maintenons dans l'ignorance de ces sujets : ils savent ce qui se passe dans le monde, et, bien

sûr, les adultes ont leurs opinions ; lorsque les enfants leur posent des questions, ils y répondent. L'école elle-même n'a pas d'étiquette et ne donne d'"éducation" en tant que telle dans aucune croyance. Malheureusement, même parmi les anarchistes, il y a eu des gens qui voulaient mouler les enfants ; un exemple bien connu est celui de Fransisco Ferrer, qui, en raison de sa volonté de n'avoir dans la bibliothèque de son Escuela Moderna que des livres convenant à une école anarchiste, dut commencer l'année avec tous ses rayons vides. La bibliothèque de Summerhill accepte tout livre qu'on veut lui offrir : on y trouvera Gandhi, Garibaldi et Alf Garnett tous sur un même rayon.

La liberté par rapport à la morale des adultes inclue aussi le développement libre de la sexualité. Le débat récent dans *Freedom* au sujet de la pornographie mit en relief le rôle que joue la répression sexuelle dans le maintien du status quo : "La peur et l'angoisse sexuelles représentent le dernier et le plus puissant bastion de l'autoritarisme, qui se développe dans un désert sexuel" (Melville / Johnson). Le problème de la pornographie n'est elle-même pratiquement qu'un sous-produit, un effet et non une cause -- le problème que les anarchistes ont à se poser est de pouvoir créer un environnement qui permette à la sexuali-



té de se développer librement ; la pornographie n'est alors l'objet que d'indifférence ou de curiosité passagère. Neill considérait la pornographie, le viol, le sadisme, le désir du pouvoir et en fin de compte la guerre elle-même comme des effets de la répression de la sexualité ; un enfant élevé sans être réprimé ne se sentirait pas attiré par ces choses. Les enfants, disait-il, devraient avoir la liberté d'explorer leur propre sexualité et celle des autres, de recevoir de l'éducation sexuelle lorsqu'ils en demandent, et de se trouver des "partenaires" quand ils le désirent. Certains (pas les lecteurs de *Freedom*, nous l'espérons) pourront critiquer ces thèses d'un point de vue de leur morale, mais personne ne peut nous attaquer sur le résultat effectif de la liberté sexuelle : en 64 ans il n'y a pas eu un seul cas de pensionnaire tombant enceinte, et il n'y en aura sans doute jamais. Peu d'écoles "normales" peuvent se réclamer d'un tel résultat obtenu par leur politique de répression sexuelle.

Le progrès dans le privé

Il aurait été étonnant si une école aussi célèbre en bien et en mal que Summerhill n'avait pas attiré de critiques. Une des critiques traditionnelles (provenant en général de la gauche adoratrice de l'école et de l'Etat) a été que, tout en condamnant le capitalisme dans ses oeuvres, Neill établit son école comme école privée payante. Cette critique ignore délibérément les difficultés pratiques qu'il y a à financer une école. La récession économique et la concentration industrielles ont enlevé à Summerhill la possibilité d'autonomie que l'école s'était trouvée : la culture maraîchère. L'autre source de financement qui se présente est la subvention d'Etat : mais ceci signifie l'acceptation du contrôle de l'Etat -- donc rendre les cours obligatoires et introduire des "normes morales". Summerhill n'a jamais accepté de faire ce compromis ; par conséquent, nous ne recevons de subvention de l'Etat sous aucune forme, et Summerhill n'est pas "reconnu" mais seulement "enregistré" au Ministère de l'Education. La seule autre possibilité, en l'absence de dons généreux et sans conditions, est de faire payer les

familles. On peut le regretter, mais au moins ainsi l'école peut garantir son indépendance par rapport à tout contrôle extérieur. Précisons tout de même pour notre défense que le tarif de Summerhill, de 2000 £ (1 £ = 11 F environ, NDT) par an, en fait l'école de pensionnat le moins cher du pays.

Un anarchisme avec des lois ?

Une deuxième sorte de critique -- que pourraient nous faire certains lecteurs de *Freedom* -- est que l'école de Summerhill n'est pas vraiment révolutionnaire car on y applique des lois. Pourtant, rejeter Summerhill sur ces bases serait négliger l'immense pas en avant qu'y constitue l'abolition totale de l'autorité adulte. Il s'agit, après tout, d'une communauté où les enfants sont bien plus nombreux que les adultes, et qui se gouverne par la participation de tous sans délégation de pouvoir. Il est malheureux que la tradition fasse que dans le vocabulaire Summerhillien, on parle de lois, alors que d'autres termes, comme "consignes" (guidelines, NDT) par exemple, représenteraient mieux la réalité. Il est vrai que toute autorité n'est pas abolie à Summerhill -- mais l'autorité est dévolue au niveau le plus bas, où elle est partagée par tous, sans considération d'âge ni de fonction. Mon expérience de Summerhill me fait penser qu'il n'est pas possible pour une école comportant de jeunes enfants d'aller plus loin dans l'abolition de l'autorité qu'à Summerhill, dans la démocratie directe que nous avons ici.

Homer Lane décomposé le développement de l'être humain qui va de la petite enfance à l'adulte en trois étapes : l'âge de l'imagination, l'âge de l'affirmation de soi et l'âge de la loyauté. Avant que ne soit atteinte cette dernière étape, vers l'âge de 13 ou 14 ans, les enfants ne sont tout simplement pas assez mûrs pour se limiter en fonction des autres sans aucune ligne directrice établie par leurs pairs. Ce ne sont pas des voeux pieux qui peuvent changer le fait désagréable que la responsabilité sociale est quelque chose qui s'acquiert en grandissant ; d'ailleurs certains -- ceux qui sont les plus opprimés -- ne l'acquiescent jamais. J'aimerais bien pouvoir penser qu'il est possible de vivre une vie de communauté avec des enfants et sans

lois ; mais je dois accepter la réalité que j'ai pu constater à Summerhill : chaque fois que les lois sont mises de côté, et ceci se produit quand elles deviennent trop compliquées, en moyenne tous les 18 mois, c'est le chaos et non l'ordre sans lois qui en résulte. Ceci ne change rien à ma foi selon laquelle des gens psychologiquement mûrs peuvent vivre ensemble en harmonie sans gouvernement ; au contraire, j'ai pu constater comment les plus âgés des enfants sont capables de se passer de lois, en se basant sur la considération des autres et sur le bon sens. Mais les enfants qui n'ont pas atteint l'âge de la responsabilité sociale ne se rendent tout simplement pas compte de ce qu'une action, bien que non interdite par les lois, peut être anti-sociale et peut transgresser la liberté des autres. Les plus âgés peuvent accepter l'anarchie et la faire fonctionner ; les plus jeunes ne le peuvent pas -- ils se sentent même en insécurité lorsqu'aucune réglementation ne les guide.

Neill lui-même était conscient de ce qu'il y avait un conflit apparent entre l'anarchisme et l'existence de lois à Summerhill. Il nota dans sa biographie : "On a souvent dit de moi que j'étais un anarchiste à la tête d'une école anarchiste. Ceci m'étonne, car une école gouvernée par elle-même et qui se crée ses propres lois ne correspond pas à la définition de l'anarchisme. Le *Chambers' Dictionary* définit l'anarchisme comme le manque d'un gouvernement dans un Etat'. Alors que suis-je ?". Une meilleure compréhension de l'anarchisme aurait peut-être permis à Neill de répondre à cette question ; mais en tout cas il était certainement conscient du soutien que les anarchistes apportaient à ses théories. Il était abonné à *Freedom* ("parce que *Freedom* est toujours de mon côté et de celui de Reich"), et il fut l'auteur de plusieurs contributions à *Anarchie*.

Ces contacts semblent l'avoir aidé à comprendre les liens entre l'anarchisme et Summerhill ; dans une lettre écrite huit mois avant sa mort, Neill déclarait : "Anarchisme : je n'ai jamais su ce que signifiait ce sacré mot. S'il veut dire littéralement sans loi, Summerhill, avec son système d'auto-gouvernement, est très éloigné de l'anarchisme. Il est peut être significatif que Paul Goodman ait été l'un des critiques les plus

sévères de mon système. D'un autre côté, si l'anarchisme c'est être contre les lois faites par les autoritaires, je suis un anarchiste..."

Au-delà de Summerhill

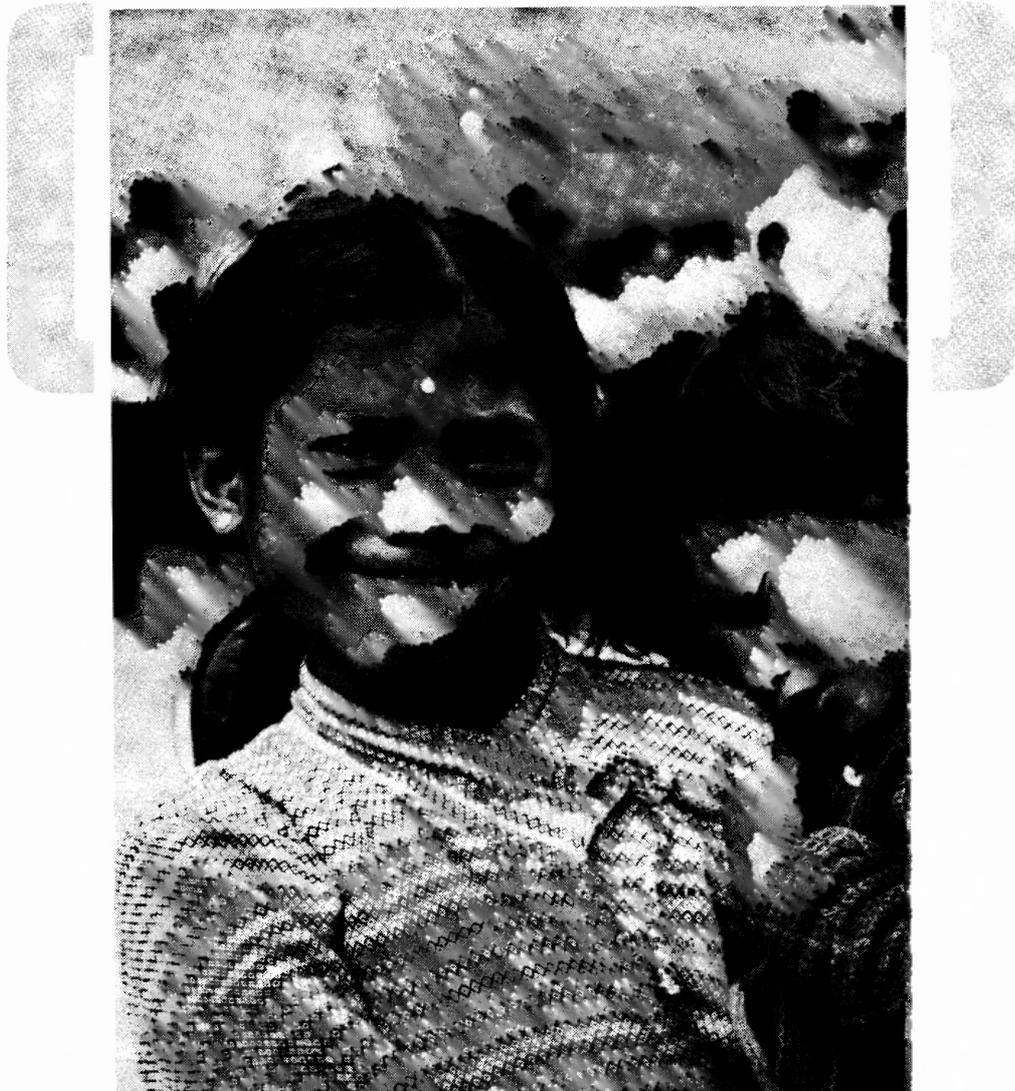
Alors que ceux qui critiquent Summerhill à cause de son système de lois ignorent les problèmes pratiques qui se posent quand on fait fonctionner une école qui accueille des enfants à partir de l'âge de six ans, il reste quand même une critique valable qui peut être faite du point de vue anarchiste. Cette critique, étrangement, concerne non pas les enfants mais la position du personnel de l'école. L'anarchisme a toujours insisté sur le fait que ce devrait être aux gens les plus directement concernés par une entreprise d'y prendre les décisions, pourtant des décisions ont été prises à Summerhill

concernant l'administration de l'école sans la participation du personnel. Notons tout de même que ceci est en train de changer à un niveau informel, mais n'ira pas jusqu'à un système de coopérative du personnel qui serait le pendant normal du système d'auto-gouvernement par les enfants. Ceci n'est pas étonnant -- l'école est fondamentalement une entreprise familiale, est l'idée d'une coopérative du personnel a un passé chargé : dans les années 1930, il y eut une tentative de la part d'une partie du personnel -- membres du parti communiste -- pour introduire l'auto-gouvernement, et cette tentative dut être contrée par Neill, qui craignait la politisation de l'école. Mais il y a d'autres écoles, basées sur l'expérience de Summerhill mais sans en avoir l'histoire et les conditions, qui ont aboli le poste de directeur et qui gèrent l'école à travers une coopéra-

tive du personnel et des parents ; je pense en particulier au "White Lion St School" et au "Kirkdale Free School", qui sont des écoles sans pensionnat pour les jeunes enfants de Londres.

Sauf en ce qui concerne cette question de coopérative du personnel, Summerhill représente un modèle de ce que je pourrais rêver comme éducation pour les enfants du futur : un réseau de communautés auto-gérées et auto-gouvernées, ouvertes toute l'année, ayant un double rôle de communautés d'accueil pour enfants et de centres d'éducation, et qui pourraient être financées par la fédération locale de coopératives des travailleurs...

David Stephens
Enseignant à Summerhill
Freedom, décembre 1985
Traduit par David O.



L'âge de la raison

J'étais parti pour faire une critique du livre de Catherine Baker, *Insoumission à l'école obligatoire* (éditions Barrault, 98F). Ce que j'aurai écrit est un peu plus personnel, mais, n'importe, le fond y est. Ceci dit, le livre de Catherine Baker, je le trouve très bien.

Quand j'étais petit, je travaillais. Aujourd'hui, je suis grand et je travaille. La différence, c'est que quand j'étais petit, je travaillais pour mon bien ; je n'étais donc pas payé. Le travail que je fais aujourd'hui, dans l'informatique, n'est pas des plus pénibles. Quand je rentre chez moi, je ne me suis pas esquiné la colonne sur un marteau-piqueur. Simplement, je suis plus proche de 8 heures et 30 minutes de ma mort, et ce temps ne m'a pas appartenu. Cela signifie que pendant ce temps, tous mes gestes, toutes mes pensées étaient dirigées vers un but qui n'était pas le mien.

Le travail que font les enfants s'apparente comme celui que je fais aujourd'hui au travail de bureau. C'est un travail intellectuel. Il est moins désagréable, par exemple, que le travail à la mine. Cela ne signifie pas qu'il soit agréable, ni surtout qu'il soit autre chose qu'un travail. Il y a, parfois, dans le travail scolaire, le plaisir d'apprendre ; mais ce plaisir existe dans beaucoup de travaux intellectuels et ce n'est pas pour autant que l'on leur dénie la qualification de travail, ni la rémunération qui va avec.

Une des raisons mises en avant par les parents pour justifier de leur autorité sur leurs enfants, pour les déposer de toute autorité, est que l'enfant "ne gagne pas sa croûte". Moi, adulte, est-ce que je gagne ma croûte ? Je ne fabrique pas du pain, je suis informaticien ; je fabrique pas ma croûte, mais mon activité est réputée socialement utile (on peut en douter), et en échange on me donne de quoi acheter ma croûte. L'activité imposée à l'enfant -- aller à l'école -- est-elle "socialement utile" ? Elle est réputée



être imposée à l'enfant pour son bien. Je ne vais pas répéter tous les arguments que l'on trouve dans *Insoumission à l'école obligatoire* et qui me paraissent montrer clairement l'hypocrisie d'une telle affirmation. Je voudrais seulement faire remarquer que s'il est peut-être vrai pour un enfant donné, allant à l'école, qu'il vaut mieux pour lui (ou plus exactement pour celui qu'il sera plus tard) être un bon élève plutôt qu'un mauvais, cela ne signifie rien d'autre que le fait qu'ayant dressé des coqs pour un combat de coqs, il vaut mieux pour chaque coq être le plus fort. Peut-on prétendre que les coqs vont au combat pour leur bien ?

Chacun pour soi.

En effet, de la maternelle à l'université, l'école est basée sur la compétition. On récompensera les vainqueurs, on punira les autres. Il y a les concours, où cela est évident, mais c'est vrai tout autant de tous les examens et de tous les passages en classe supérieure ; et à chaque instant à l'école l'enfant a devant lui, comme perspective

qui détermine son travail, un passage en classe supérieure ou un examen. L'école est organisée pour que l'on s'arrange toujours pour avoir la quantité qu'il faut d'élèves qui passent, la quantité qu'il faut qui redoublent ou qui sont éjectés vers des classes "poubelle". Au baccalauréat, il faut tant de pourcent de réussite. Pour peu que le taux de réussite dans un département diffère trop de la "moyenne", on criera au scandale de tous côtés et les examinateurs seront priés de refaire leur correction. D'année en année, les taux restent les mêmes, ou varient selon les besoins "économiques". Au fil des ans, les programmes ont changé du tout au tout ; il suffit de comparer les programmes de physique en terminale aujourd'hui et il y a 20 ans. Mais on s'est arrangé pour qu'ils soient juste assez lourds pour que sélectionner le nombre d'élèves voulu.

L'école n'est qu'un long concours. Lecteurs libertaires qui y mettez vos enfants, sachez que la réussite scolaire d'un enfant est au prix de l'échec d'un autre. Ce système, j'en ai d'une certaine façon bénéficié et je ne veux jeter la pierre à personne ; mais les choses sont ainsi.

L'enfant ne fait rien.

Je ne sais pas si le travail scolaire doit être considéré comme un travail comme un autre ; je constate en tout cas qu'il s'agit d'un travail imposé à l'enfant et qu'il doit donc bien profiter à quelqu'un. D'ailleurs si l'enfant n'est pas rémunéré pour son travail, les parents le sont un peu, sous la forme des allocations familiales, que la loi fait dépendre de la scolarisation de l'enfant (loi que l'on peut tourner, cf. Catherine Baker). Et tout cela n'empêche pas les gens de croire dur comme fer que l'enfant, dans les sociétés occidentales, est comme dans une sorte de paradis où il échappe au travail qui lui était imposé au XIXème siècle et qui lui est encore imposé dans des pays du tiers-monde. L'enfant serait comme dans un rêve. La réalité a beau être que les enfants travaillent comme tout le monde, comme on a décidé de ne pas le voir, on ne le voit pas. C. Baker le dit bien : l'adulte prend son temps, alors que l'enfant lambine, l'adulte pleure, l'enfant pleurniche, l'adulte est persévérant, l'enfant est obstiné, etc. L'adulte travaille et gagne sa croûte ; l'enfant va à l'école pour son bien ; il n'est pas encore dans la vie "active" ; autant dire qu'il ne fait rien, il attend d'être grand.

L'enfant n'a pas de sexe.

Il y a un formidable mépris de l'enfant qui interdit de prendre ce qu'il fait au sérieux. Un adulte, ça se vouvoie. Ça mérite respect. Un enfant, seuls les grinceux le vouvoient. Un enfant, on peut le montrer tout nu dans des publicités à des millions de gens, ça n'a pas de pudeur, de toute façon on s'en fout. Un enfant, ça n'a pas de sexe ; on fait de l'éducation sexuelle, mais c'est toujours pour le sexe qu'il aura. Le sexe des enfants, il existe peut-être, mais en tant que problème : il n'y a que des médecins qui en parlent. Qui se préoccupe de savoir si son enfant a la possibilité d'éprouver le plaisir sexuel qu'il aimerait éprouver ? La vie de l'enfant se passe dans l'insatisfaction sexuelle ; mais ça non plus, on ne le prendra pas au sérieux.

Puéril -- voilà un mot qui veut dire "pas sérieux". Comment pourrait-on prendre au sérieux quelqu'un que l'on qualifie de "mineur" ? Je connais une gamine qui a pleuré toute une nuit parce qu'elle avait perdu un papier et qu'elle n'avait donc pas pu faire ses devoirs. Mais ce n'est là qu'une gaminerie ; on plaindra surtout les parents, pour la gêne -- pour l'enfant, ça passera ! Encore et toujours, on se réfère à ce que sera l'enfant. L'enfant

lui-même, on ne le voit pas, il est transparent, quand on le regarde on voit à travers lui son avenir.

C'est bizarre que ce soit un acte révolutionnaire de pointer un doigt vers ce que tout le monde a devant le nez et de dire "voilà, ça existe !". La réalité est révolutionnaire. La réalité, c'est les joies et les souffrances de l'enfant, de chacun, au moment où cela existe et non en référence à un avenir phantasmagorique. L'enfant vit toute son existence d'enfant dans un monde où la réalité la plus évidente est niée. Pendant toute mon enfance, je n'ai pas su s'il existait un MOT pour désigner le sexe. Ce n'est pas faute de m'être posé la question. La négation répétée de la réalité rend malade. Les adultes sont malades.

Heureux de s'instruire ...

L'école, c'est beaucoup la peur. Je cite C. Baker : "En réalité, Marie, avant de concevoir toutes les bonnes raisons qu'on a de ne pas mettre les enfants à l'école, j'ai agi spontanément, comme d'instinct, pour t'éviter de vivre toute ton enfance dans la peur." L'adulte qui travaille rentre chez lui en ayant fini sa journée. L'enfant n'a jamais fini. Il y a toujours une leçon qu'il n'a pas apprise, un exercice qu'il n'a pas fait. Quand j'étais enfant, je n'étais jamais tranquille. Vivre plus de 15 ans dans la peur, ce n'est pas sérieux ?

Certains diront que ce n'étaient là qu'états d'âme de fils de bourgeois que j'étais. Mais tout le monde sait que les enfants de pauvres sont en général les premiers à détester l'école, les premiers à rêver du respect et de la liberté que leur donnera un "vrai" travail. Bien sûr, ils sont déçus : à l'usine, le pli est pris et on traitera les ouvriers comme les adultes traitent les enfants : mal.

La réalité est qu'un enfant de pauvre aimerait tout autant qu'un enfant de riche se lever quand il a fini de dormir, et non quand la société a décidé de le faire lever (pour son bien). Il a tout autant besoin de faire pipi quand il en a envie, en non à la récré. Ces



choses-là ne sont-elles pas aussi réelles, aussi importantes que son "avenir professionnel", qui de toute manière reste assez hypothétique dans le cadre de l'école ?

La liberté, ce serait un bien indispensable pour les adultes, et non pour les enfants ? Les enfants sont des êtres humains qui passent 18 ans de leur vie en privation de liberté. Comme les assassins. Mais avant de condamner un assassin, on fait au moins un procès qui a l'air sérieux. Pour un enfant, le problème n'est pas sérieux. Le problème de la liberté des gens devient sérieux quand ils atteignent 18 ans. Avant, il ne peuvent même pas retirer du courrier en poste restante sans l'accord de leurs parents.

... pour devenir raisonnables.

Ni à l'école, ni dans le travail salarié les gens n'ont la libre disposition de leur temps. Les moments sont rares où on peut se poser la question pourtant naturelle : que vais-je faire de mes cinq prochaines minutes de vie ? Le maître ou le patron on déjà décidé. D'ailleurs, un des buts principaux de l'école n'est-il pas de "garder" les enfants ? La vie de l'enfant est souvent celle d'un paquet encombrant. A l'école, quand il n'y a pas classe, il y a l'étude -- et ses surveillants. Tout ceci, dit-on, parce que les enfants ne sont pas raisonnables. Il y aurait un âge de la raison.

Quand j'étais petit, je pensais. Je m'en souviens très bien. Je pensais à peu près comme maintenant, et je pensais à peu près aux mêmes choses. Bien sûr, j'ai appris pas mal de choses depuis, à l'école et surtout ailleurs. J'ai appris même des choses importantes que je ne connaissais pas parce que l'on me les cachait ; comme je peux en vouloir à ceux qui me les ont cachées ! Il y a beaucoup de choses que ne savais pas, et il y en a encore beaucoup ; mais j'étais sain d'esprit, tout autant que maintenant -- alors que pour les adultes, tout enfant est une sorte de fou temporaire. "Il comprendra plus tard". J'ai la fièreté de

ne pas avoir encore tout à fait compris.

Quand j'étais petit, je trouvais les adultes bêtes, irrationnels et inutilement méchants. "Mange ton chou-fleur", me disait-on à la cantine ; "tu devrais avoir honte, alors que les enfants du Biafra...". La réalité, c'était que je n'aimais pas le chou-fleur ; leur phantasme était que j'insultais les enfants du tiers-monde. Mais la raison, la rationalité n'est rien. On ne peut raisonner un adulte, surtout si on est un enfant. La raison de l'adulte, c'est les conventions, les apparences, c'est le juste milieu entre la connerie des uns et celle des autres. L'enfant apparaît toujours comme un extrémiste, alors que l'adulte, à défaut d'avoir la raison, a l'ordre établi pour lui. La raison de l'enfant ne participe pas aux mêmes conventions ; sa parole n'est pas sérieuse.

J'avais peut-être un grain.

Etais-je le seul enfant raisonnable ? Je trouvais souvent les autres enfants bêtes et cruels ; mais au moins, eux, comme moi, savaient qu'il y avait des raisons lorsque nous n'avions pas fait nos devoirs, alors que les adultes ne savaient répondre que : "Veux pas le savoir". Ils avaient

toujours tellement d'autres choses importantes, sérieuses, à faire. Les raisons de nos envies, de nos actes, de nos vies, ils ne voulaient pas les connaître, et pourtant ils prétendaient les gouverner. Des gens raisonnables, ça ? Les adultes se comportent envers les enfants toujours comme des adjudants.

Evidemment, si on se contente des préjugés, si on se contente de regarder les enfants comme on a pris l'habitude de les regarder, on ne verra pas la rationalité de l'enfant. Mais on ne pourra alors non plus prétendre dire vrai. On ne dit pas vrai si on s'arrête à la surface des choses, si on ne prend pas les choses au sérieux. Et je crois que prendre les enfants, les adultes, et la réalité en général pour ce qu'elle est, c'est voir ce que les conventions nous masquent, c'est accorder une valeur à ce qui a de la valeur, à nos joies et à nos peines, à nos pensées et à nos désirs, qui que nous soyons, et non aux "valeurs" que les adultes se fabriquent.

Je voudrais terminer en remerciant Catherine Baker pour son livre. Il m'a fait plaisir.

David

LES LIBERTAIRES ET L'EDUCATION
LES LIBERTAIRES ET L'EDUCATION

DEUXIEME PARTIE
DEUXIEME PARTIE

- Un point historique sur l'Ecole Emancipée
- Une présentation de deux structures libertaires qui interviennent dans le domaine éducatif : la CNT-Education de la Région Parisienne, et la Coordination Libertaire des Travailleurs de l'Education.
- La présentation d'un lieu de vie : « La Croisée des Chemins ».
- Une interview de C. Baker sur son livre : « Insoumission à l'Ecole Obligatoire ».
- « Pédagogie libertaire : risques et chances »
- « Quelles interventions libertaires ».

Nous envisageons également un table-ronde sur le sujet, réunissant des parents libertaires, ou qui essaient de l'être.
Nous attendons aussi vos contributions.

NB : Vous êtes tous et toutes conviés à cette table ronde qui aura lieu le jeudi 15 mai à 20 h 30 au 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.

ACTUALITES

Quelques nouvelles sans importance glanées dans « Le Monde » « Le Canard Enchaîné », ou ailleurs, sur l'Etat de la France franchouillarde de 1986!

MERCI A DENIS LANGLOIS

«...Les grands changements sociaux, les matins d'espoir, ne se prépareront jamais dans le secret des isolements. Ils se bâtiront toujours sur le pavé des rues, derrière les grilles des usines, devant les portails enfoncés des casernes ».

On se sent moins seul!

(Le Monde du 19/3/86)

ASSEMBLEE NATIONALE

La majorité est courte, très courte (deux ou trois voix, me semble-t-il). Alors, sachant que R. Hersant dispose de dix députés dans cette Assemblée, que pensez-vous des futures réformes de l'audio-visuel?

LE PEN CONCURRENCE

Le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (M.N.R.) se lance dans la bataille électorale pour concurrencer le Front National à l'extrême-droite. Le mouvement «Troisième Voie» qui rassemble le MNR, des anciens du PFN et des membres du GRECE, revendique des militants actifs dans 37 départements... Les électeurs de Le Pen devront faire le bon choix!

LE CHANGEMENT

Après Hernu, Giraud... qui a dit: «... Nous avons le devoir de redoubler d'imagination et d'efficacité...». Le nouveau ministre connaît-il l'armée? Efficacité, oui; mais imagination?

FRONT NATIONAL VERSION PARLEMENTAIRE

Plus de la moitié des députés du FN ne viennent pas de ses rangs. Ils ont rallié le «Front» après ses premiers succès électoraux de l'hiver 83, ou au lendemain des européennes de Juin 84. Ca permet d'avoir une vitrine plus propre...

PASQUA A L'ŒUVRE

Il nous concoctera une belle et nouvelle loi électorale. Pourtant, un de ses premiers actes a été de supprimer une élection, prévue le 20 mai, concernant les conseils d'administration des centres régionaux de formation des fonctionnaires territoriaux. Ne me demandez pas à quoi ça peut bien servir. Par contre, une telle suppression laisse à penser sur les volontés démocratiques de Pasqua...

CENTRAFRIQUE

Drôle d'idée de construire une école juste à l'endroit où s'écrase un jaguar de l'armée de l'air française. En plus, ils râlent! Y'a jamais eu qu'une vingtaine de morts. Et, de toutes façons, nous sommes les amis des Africains... Et puis, c'était une école coranique!

AUX ARMES

Les Indiens ne veulent pas des armes françaises. Rude coup pour notre industrie: le marché est évalué à 8 milliards de francs environ. Mais ne rêvez pas, l'Inde ne désarme pas. Ils ont préféré du matériel suédois, simplement.

SYNDICALISME

Bergeron, de FO, fait des propositions pour réduire le chômage. Il se prend carrément pour le ministre, quoi! Vive la cohabitation! Quant aux propositions, elles valent le coup (le coût?). Le plus beau fleuron: « La mesure la plus efficace serait une réduction des charges sociales en fiscalisant, par exemple, les allocations familiales ». Voilà une idée qu'elle est bonne! On attend la suite du programme avec impatience!



VIVE LA CRISE

Crient les banques, unanimes. Résultat des courses: en 82, l'Européenne des Banques (ex-Rotschild), Vernes et Norms, sont au bord de la faillite. En 85, elles sortent de la zone rouge. Mais ça, c'est la queue du peloton. Devant, Paribas a fait état d'une augmentation de 50% de ses profits pendant l'année, Indosuez entre 15 et 20%. Les autres établissements affichent des hausses voisines. Pour Jean Deflassaieux, du Crédit Lyonnais, il s'agit là de «résultats convenables, sans plus». Précisons que le Crédit Lyonnais a «perdu» 450 employés en douze mois. En voilà qui n'ont que faire de ces résultats convenables. Quant à ceux dont les salaires n'ont pas augmenté de 15 à 20% en 1985, qu'ils deviennent banquiers...

TERRORISME

Ça y est, Baader est tombé. Heu, non, chez nous, on a Action Directe. Les médias ont fait les gorges chaudes: deux chefs terroristes et leur amie arrêtés à Lyon. Selon la police, ils s'apprétaient à commettre une attaque à main armée (appréciez le «s'apprétaient»). Tout cela a suffi pour faire monter la mayonnaise. La guillotine n'a qu'à bien se tenir. Mais les flics ont, semble-t-il, touché du gros poisson, et ils ont laissé passer l'orage médiatique en minimisant le coup par la suite. A. Olivier, lyonnais issu de la Gauche Prolétarienne, monté à Paris, paraît avoir participé à la création d'A.D., issue des GARI et des NAPAP. Mais on perd le fil de «Raymond la science» (son surnom) en 1979. Or, sa capture récente (fruit d'un travail long et minutieux de la Direction Centrale des Renseignements Généraux, et des services lyonnais des RG) a permis une saisie importante: armes, déguisements, faux papiers et surtout, 100 kilos de documents divers. L'exploitation minutieuse est en cours. Elle a montré que A. Olivier s'était séparé de JM Rouillan pour fonder son propre

groupe, qui n'utilise pas que le sigle AD, et qui ne serait composé que de quatre personnes. La mouvance terroriste fonctionnerait actuellement de façon éclatée, composée de petits groupes. Gageons que les anciens du SAC qui viennent d'investir l'Intérieur sauront se servir des 100 kilos de documents saisis. Et que les retombées policières ne seront pas uniquement pour «ces petits groupes terroristes qui fonctionnent de façon éclatée». Vivement la loi sur les repentis... Ça promet de belles rigolades!

FINI LE LAXISME

45346 détenus dans les prisons françaises. Record battu depuis 1945! 45000 détenus donc pour 32000 places. En lisant ces chiffres, je vous laisse méditer sur le soi-disant laxisme des prédécesseurs de la nouvelle équipe. Chirac veut rajouter du monde dans les taules avec sa peine incompressible de 30 ans. Quelle ambiance en perspective... D'autant plus que la nouvelle majorité, après sa campagne électorale sur l'insécurité, n'osera amnistier personne! Quant à Pasqua, il hurle, tempête et crie: «En moins de huit jours, les policiers sont réapparus dans les rues. Les fouilles de voitures ont recommencé. L'ordre revient (...). Il faut que les honnêtes gens se sentent protégés et les crapules pourchassées!». Nous voilà rassurés. Quant aux délinquants, y'a qu'à leur faire construire de nouvelles prisons.

TELE

Z'arrêtent pas de nous bassiner avec une expérience tentée à Créteil: des gens téméraires et courageux ont passé un mois sans télé. Petit complément d'information: sur un quartier de 900 familles et 200 habitants, les initiateurs de l'expérience n'ont trouvé que 22 familles prêtes à accepter! Comme dirait Cabu, qu'est-ce qu'il ne faut pas faire pour passer à la télé...

HERNU-LE PEN, MEME COMBAT!

Extraordinaire! Une terroriste a failli siéger à l'Assemblée Nationale. Le Front National a effectivement proposé à la fausse épouse suisse Turenge (mais authentique espionne Dominique Prieur), une place sur ses listes. Dommage, celle-ci a refusé cette chance unique de reclassement pour sa sortie de prison.

Mais pourquoi donc Le Pen lui a-t-il fait cette offre? Est-ce pour honorer en elle l'exécutante aveugle d'un ordre émanant d'un supérieur hiérarchique et rendre ainsi un hommage indirect au terrorisme d'état (français)... et à Charles Hernu?

DROIT D'ASILE

La fierté de la France c'est le droit d'asile. Le consensus droite-gauche à ce sujet est émouvant: Baby Doc s'incruste en France dans une indifférence de plomb.

Ce qui pouvait étonner de la part d'un gouvernement socialiste, relève de la cohérence et de la fidélité de la part de la droite. Enfin les choses redeviennent normales.

LAXISME

Claude Sigala, créateur du Coral, pédophile de service pour France-Soir et Témoignage Chrétien, et collaborateur occasionnel d'IRL, enfin condamné. Cela devrait renforcer ma confiance dans la justice de mon pays.

Mais il y a un grain de sable: les attendus du jugement font référence à des écrits du prévenu. Alors le condamné-ton pour délit d'opinion? Non! car l'une des phrases qui lui est attribuée («Ici nous avons des limites, pas celles de la loi... Tout est possible entre deux individus, quel que soit l'âge ou le sexe»), issue d'un livre du Collectif Réseau Alternatif, n'est pas de Sigala.

Comment des personnes aussi respectables que les juges de la 10ème Chambre Correctionnelle de Paris peuvent-elles se tromper à ce point? C'est ce qu'il est convenu d'appeler le laxisme de la justice.

HUMILIATION

Les vedettes libyennes endommagées fin mars par la 6ème flotte, sont d'origine française, ce que la plupart des journaux se sont bien gardés de souligner.

Déclancher la 3ème guerre mondiale au nom d'une croisade anti-Kadhafi, la dernière bête noire de Reagan, d'accord, mais pas au prix de cette humiliation nationale.

Patrice, le sandiniste

LA MORT DU GRAND LEURRE

Le livre (*) est écrit avec les tripes et avec de la réflexion aussi. On y trouve le reflet de la pratique quotidienne d'un enseignant. On constate d'abord les rapports jésuitiques (mais laïques) avec l'administration, prête à décrier, voir diffamer, un professeur vis à vis de ses collègues, des parents et des élèves, tout en comptant sur lui aveuglément pour enregistrer les absences, donner des notes, remplir les bulletins et assister aux conseils de classes.

Dans le cas de l'auteur, c'est une guerre larvée et ouverte, sans fin quand on est titulaire du poste (p. 14). Evidemment les rapports avec les collègues sont alors réduits (le courage leur manque souvent en cela comme bien d'autres choses), on se sépare d'eux, on les voit tristes et stériles (p. 19). On comprend le suicide de certains (p. 42).

Sans chercher le pourquoi de ce suicide particulier, ni poser le problème du suicide chez les enseignants, l'auteur aborde un aspect certainement lié : l'obligation de séparer l'apparence qu'on peut vouloir se donner de l'attitude qu'on adopte en tant qu'enseignant, et à plus forte raison si on respecte les élèves. Là je sens que je dévoile un tas d'évidences, pour moi, qui sont mystérieuses en dehors du milieu scolaire. L'attrait et à la fois le défaut du livre est qu'il est centré sur un cas ; à l'opposé, parler en général, c'est du vent, comme les discours pédagogiques sans exemple. Ce que j'appelle la veulerie de mes collègues, c'est surtout leur incapacité de juger vraiment les élèves. Entre l'attitude de droite (noter sévèrement pour conserver le « niveau ») et le comportement de gauche (les origines de classes expliquent les difficultés et les notes doivent être indulgentes en attendant que les handicaps culturels soient comblés), on tombe dans un magma hypocrite de notes moyennes, d'appréciations mi figue mi raisin, qui permettent à la foule d'élèves d'atteindre un niveau de 2 ou 1, sans aucune chance d'obtenir un diplôme. C'était dix fois plus simple de dire et d'écrire : vu votre niveau et les difficultés qui vont surgir, tel diplôme est à choisir, une autre voie est suicidaire. Et c'est d'autant plus facile à faire, qu'ils sont nombreux les exemples de gars et de filles avec un BP de mécano et d'hôtellerie qui se débrouillent autrement mieux que les licenciés de sociologie et de biologie.

Maintenant, reprenons l'histoire de l'habillement et de l'attitude de l'enseignant : si on est naturel (et dans mon cas j'aime bien taquiner les gens) on se coupe de la moitié des élèves au moins. Il est évident qu'il faut tout accepter chez les élèves, sans piper mot, en se limitant à sa spécialité. Et il y a tellement



de profs-inquisiteurs-bolchéviques dans leur comportement (j'ai eu des plaintes d'élèves sur les questions de flics de tel prof d'EPS - qui s'est fait vider ensuite, bien que titulaire, pour gauchisme en 1972 à Dourdan - alors que ce n'était qu'un obsédé des origines socio-culturelles ; sans compter une autre que les jeunes jugent raciste, mais qui se prétend socialiste et psychologue) que les élèves sentent en général où est la franchise.

Il reste qu'on pourrait opposer à l'auteur le fait que les jeunes enseignants s'habillent comme leurs potaches et qu'il est parfois difficile de les distinguer les uns des autres. Mais ce n'est qu'un aspect du problème : face à un groupe, on ne peut faire de choix vis à vis de tel individu (selon la valeur, la sympathie, l'origine, les idées), sans s'attirer l'animosité des autres. Si on ne conserve pas une situation d'égalité, le groupe est en état d'explosion et l'enseignant doit se transformer en dictateur ou s'enfuir. Par exemple, il est fréquent de s'entendre traiter de fils de pute, d'enculé ; il y a quelques années j'avais tendance à prendre mal la chose : comme par exemple de proposer à tel élève de sortir dehors pour s'expliquer, mais maintenant, avec soit l'expérience soit une sorte de distance vis à vis du métier, je souligne fortement que je ne vois pas pourquoi tel ou telle élève parle de sa famille en cours, parce qu'une connaissance aussi intime ne peut concerner que le papa ou la maman. En général ça calme le peuple, parce que les élèves reflètent assez bien la nation : les fils à Le Pen cotoient les fils de Staline, et ceux de Jean Marie et ceux de Muhammed et Joao Manuel. En classe, dans ma tête, ils sont égaux parce que souvent ils essayent de réfléchir et parfois ils évoluent, et les plus fascistes ne sont pas toujours ceux qu'on croit. Je me rappelle du scandale qui s'est formé dans une TB lorsque j'ai

déclaré que Bidule (militant de la Ligue), incapable de s'exprimer dans une langue étrangère était un raciste en puissance, alors que Chose, de droite, était dans le fond, internationaliste. Sur le coup, personne n'a songé à m'opposer la réalité qu'il y a une internationaliste fasciste de fait (italo-germano-française), c'est vrai ; mais être de gauche, avoir les possibilités de franchir les barrières d'une langue, et ne pas le faire, ça reste pour moi une attitude de patriotard borné.

Marie Claire Calmus ne cherche nullement une compensation à ses déceptions en portant au pinacle les élèves. Elle constate que certains d'entre eux veulent des notes, pour établir une hiérarchie. Elle voit aussi « les richesses potentielles » qui existent dans les classes de LEP, si mélangées ethniquement. Si les ministres de l'éducation nationale n'étaient pas si cons et racistes, ils pourraient proposer dès la maternelle, une initiation aux différentes cultures présentes dans une école, mais le sacro-saint programme (malgré les ravalements) étouffe tout.

L'auteur reconnaît lucidement l'impossibilité d'établir l'autogestion dans l'école et la coupure qui se fait avec l'esprit de 1968. Cet aspect est en fait mitigé, mêlé à une autre réalité que Calmus n'a pas bien mis en lumière. Elle souligne à plusieurs reprises que le rapport Prost et la consultation à la base (1983) qu'il entraîna, aurait pu avoir des retombées positives. Je n'y ai pas cru, parce que l'Education Nationale fonctionne à partir de mesures improvisées. Ainsi les affirmations réitérées de Calmus sur la nécessité du contact littéraire avec une œuvre en entier et non pas par bribes d'anthologies - comme c'était fait depuis plus de 80 ans - sont devenues la règle depuis juin 1985. Pourquoi ? L'auteur serait-elle secrètement en cheville avec le Ministre ? Pas du tout, un mec a eu une bonne idée : c'est normal, au milieu de centaine de pitreries administratives, le hasard impose qu'une mesure soit bonne de temps en temps !

Il en résulte que le milieu enseignant est à la fois un vase clos et une dynamique. S'il y a des carences et des archaïsmes, certaines branches sont en avance sur l'industrie moyenne (secrétariat BTS, Informatique BTS), qui invente le prétexte du manque d'expérience pour payer le moins possible, alors que ce sont des diplômes que le patronat a contribué à élaborer, selon ses besoins. Par contre, aucune formation n'est vraiment offerte à l'enseignant pour se mettre à jour. Aucune possibilité n'existe pour avoir des contacts horizontaux, faire un travail d'équipe, sans le contrôle du rectorat ou de l'inspection, qui refusent tout ce qui n'est pas immédiatement rentable.

CAN YOU READ THAT?

Suppose a number of IRL readers would be madly interested by « *The Anarchist Encyclopædia* » impulsed by my friend Stuart Christie. This work « *is designed as an easily updatable an cross referenced source on current research and thinking in the field of anarchist theory, practice and social criticism. It will contain:*

- *Definitive and highly readable feature essays on historical, political and methological topics;*
- *Reports on all the latest research and debates, with interpretative comments by the editorial staff and contributors;*
- *Book service, with reviews and news of books of interest and importance as viewed from a libertarian perspective;*
- *Updated check listes for every section;*

- *New easy reference indices for the check lists, file services and features;*

- *Chronological lists, bibliographies and biographical notes.* »

Le lecteur prudent va se dire, en anglo-français, est-ce du bluff?? Je dis non pour deux raisons:

a) le premier cahier est paru « *Civil War & Civil Peace: Libertarian Aragon 1936-37* » de Graham Kelsey (78 pages grand format); c'est un spécialiste que je connais;

b) je participe en partie au projet (futur cahier on self-management, of course).

Donc, la souscription est: 16 livres ou 32 dollars l'année, ou 30 livres ou 60 dollars les deux ans (les institutions paient 25/50 ou 45/90).

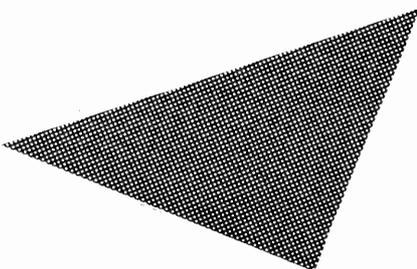
Cambridge Free Press Unit 6, 25 Gwydir Street, Cambridge CB1 21 G.

The best for every body
Frank Mintz

Les pages de conclusions de Marie Claire Calmus sont très justes : il y a une poussée de la société industrielle, qui impose un recyclage des connaissances, voire des diplômes (qui sait si dans une décennie les ingénieurs, les profs de fac et de lycées de 40 ans et plus, ne seront pas systématiquement écartés ?). Plusieurs orientations apparaissent : une privatisation accrue de l'enseignement, une ségrégation croissante entre les semi-analphabètes des LEP et les futurs cadres bacheliers (les ratés des lycées se retrouvent en partie en LEP). Mais de nombreuses exceptions bouleversent en partie l'analyse : certains BP et BTS évoqués sont plus lucratifs que des études universitaires et des postes d'enseignants (par exemple, instit, PEGC). Le milieu du travail, loin de « corriger le laisser aller » des jeunes, est emporté par la fumisterie, le tirage au flanc, le mépris de l'orthographe et des allusions culturelles. L'école n'est qu'un lieu où on cherche à ramasser n'importe comment des bonnes notes, pour faire n'importe quoi de stable pour avoir du fric à claquer parce que la liberté est vue comme ça.

En ce sens, mai 1968 à mon avis, a accéléré la crevaison des valeurs bourgeoises (autorité, patrie, devoir) pour ne laisser que le fric comme gouvernail de la vie. Face à cela, les jeunes sont obligés de choisir le cynisme fascisant (il me semble que c'est eux, en partie, qui votent pour le Front National), ou bien de refuser de se laisser trop pourrir (avec des réactions comme « Touche pas à mon pote »). Dans l'abandon des valeurs, celles du socialisme en ont pris aussi plein dans la gueule (solidarité, permanence de l'effort, et ce qu'il faut bien appeler : le devoir révolutionnaire). L'école, dans les pays occidentaux, dans la mesure où elle tente de faire réfléchir, de confronter des réalités, est un des derniers lieux où le conformisme fascinant n'est pas trop important. En ce sens, je pense que le livre de Calmus est double : c'est également une confiance dans ce milieu : croire en sa mort, c'est aussi un leurre!

Grand-père Max



(*) Marie-Claire Calmus: « La mort du grand leurre (essai sur l'école) », Mauléon, Acratie, 1985, 91 pages, 48 francs.

ONINTZE AU PAYS DE LA
DEMOCRATIE
EVA FOREST

« Je sais depuis des années quelle est la finalité de la torture qui n'est pas le fait de quelques incontrôlés ni de quelques sadiques. J'ai la certitude que la torture est une arme politique que les Etats utilisent pour couper le moindre élan de libération. Je sais aussi qu'elle n'est pas en train de disparaître; au contraire elle se répand, se perfectionne... Je sais aussi que la torture se cache plus forte que jamais, derrière les structures démocratiques ».

ONINTZE au pays de la Démocratie nous parle de la torture au Pays Basque; quotidienne, banale. ONINTZE est institutrice, elle a le tort d'avoir dans ses connaissances quelques « militants ». Un jour, elle est enlevée en pleine rue par des individus en civil. Ce livre nous montre son calvaire: interrogatoires, coups, sévices physiques et psychologiques, mais aussi la réaction de ses amis, la solidarité des habitants de son village. La lutte va s'engager au dehors et va aboutir à sa libération.

ONINTZE est un récit paru en feuilleton dans une revue Basque de grande diffusion « Punto y Hora » et malheureusement il se fonde sur des faits bien réels.

ONINTZE c'est un grand sourire au milieu de la grisaille des prisons au Pays Basque.

ONINTZE c'est un témoignage, une invitation « contre la passivité et l'anesthésie. Pour que la colère s'empare des hommes (et des femmes) pour faire cesser cet engrenage, cette machine de destruction ».

« ONINTZE Au Pays de la Démocratie »; un grand petit livre. P.L.

Eva Forest « Onintze au pays de la Démocratie », Ed. Alinéa, 55 F.

UN COUPABLE IDEAL
SERGE QUADRUPPANI

Les Jurés de la Cour d'Assises d'Evry ont déclaré Roger Knobelpless innocent. Et pourtant, il était un « Coupable Idéal »:

Coupable de s'être battu contre les 15 ans de prisons qui l'ont frappé pour un vol de 800 francs qu'il a toujours nié;

Coupable de s'être battu contre les QHS;

Coupable d'avoir dénoncé l'horreur ordinaire des prisons et de la machinerie pénitentiaire.

Coupable d'avoir été gracié le 6 novembre 1981 après l'arrivée de la gauche au pouvoir;

Coupable d'être innocent et de le gueuler un peu trop fort.

Coupable, votre honneur, coupable!

Les preuves? Une montagne de mensonges policiers et de sur-renchères journalistiques!

Comment donc? Un policier ne saurait mentir, votre Honneur, et un journaliste n'oserait jamais imprimer/ diffuser une information qu'il n'a pas vérifiée auparavant. Cela va de soit.

Donc Knobelpless était coupable. Un Coupable Idéal.

Pour en savoir plus, l'excellent livre de S. Quadruppani.

Soyez coupable de l'avoir lu! P.L.

Ed. Maurice Nadeau, 89 francs.



I N F O S

A TRAVERS LA PRESSE BULGARE BLACK FLAG ET LE PAPE

Il est toujours pénible de lire la presse des pays de l'Est tellement elle est semblable à la presse de droite occidentale; les critères sont contradictoires, mais le leitmotiv est le crétinisme offert aux lecteurs. On trouve les mêmes faits divers vides de conclusion: les uns sont criminels et crapuleux, les autres sont des vols et des cas de corruption. Un bon exemple est donné par «Anteni» (publié sous l'égide du ministère de l'Intérieur) du 20 novembre 1985, sous le titre de «Troisième mi-temps». On y apprend que le comité central du PC bulgare a décidé en juin 1979 d'organiser le football en nommant Dimitar Nikolov, qui fit, notamment, des déclarations à la télévision et à la presse sur des cas de malhonnêteté et de corruption dans le football et qu'il allait y mettre fin. Entouré de spécialistes de ce sport, Dotcho Nanov et Atanas Khadjiiski, il s'est avéré que Nikolov a fait exactement le contraire. Vu les sommes citées dans l'article, et sachant que le salaire moyen d'un ouvrier qualifié, en incluant les primes, doit tourner autour de 200 levas, et celui d'un haut fonctionnaire, comme Nikolov, vers 400, on s'aperçoit que les dessous de table pour organiser des matchs internationaux ont donné pour Nanov un total de 13 650 dollars et 5 000 francs suisses. Quant aux sommes citées pour Nikolov, cela donne 9 850 levas (grosso modo deux ans de salaires bruts), 3 680 dollars,

17 344 francs suisses, 33 000 marks, 11 000 livres britanniques. Le pauvre de l'affaire, Khadjiiski, n'aurait touché que 3 480 levas, 880 dollars, 2 500 marks et 1 000 livres anglaises. Le journaliste nous dit que le juge chargé du scandale «a lavé les écuries d'Augias de l'ex-fédération de football en infligeant une juste punition»: 18 ans de prison pour Nikolov et Nanov et 7 pour Khadjiiski.

Il est plus qu'évident que si l'hebdomadaire du ministère de l'Intérieur reconnaît que des personnes choisies pour leur intégrité par le comité central du PC bulgare se comportent ainsi, quel doit être la corruption qui règne à tous les niveaux dans tous les domaines de ce pays??

Le sommet du ridicule est atteint par un article du journaliste soviétique de «Literatournaya Gazeta», Alexandre Levikov, sur une expérience d'intéressement des travailleurs à la qualité de leur production, avec salaires plus élevés. Le pauvre plumitif conclut que «pendant les premières années du pouvoir soviétique, il y eut chez nous des trusts avec une indépendance économique importante. Il n'est pas mauvais de nous rappeler quelque chose du passé: reprenons-le sur des bases actuelles.» Autrement dit: un pas en avant de 6 ans environ (la NEP) et deux pas en arrière de 1929 à 1986, au moins!!

Martin Zemliak

Les anarchistes anglais de *Black Flag* (février 86) affirment que l'attentat contre le pape serait téléguidé non par la Bulgarie, et donc le KGB, mais par le fasciste italien Stefano Delle Chiaie (voir IRL n. 58) pour accentuer la stratégie de la tension en Italie, comme il le fait avec la bombe de Milan attribuée aux anarchistes, et l'attentat dans le train de Bologne. Dans ce cas, Delle Chiaie serait protégé par la CIA, et ils auraient manigancé ensemble la trame impliquant la Bulgarie.

Les éléments permettant d'étayer cette thèse sont le rôle de Francesco Pacienza, escroc et membre des services secrets italiens, actuellement emprisonné aux USA qui aurait convaincu Agca de charger et noircir les Bulgares, et également l'amitié liant Delle Chiaie et le fasciste turc, ami d'Agca, Abdullah Catli. Sans entrer dans le détail de la foire juridique que représente la conversion et les piteries d'Agca, les contre-arguments bulgares et les affirmations du juge chargé de l'affaire, un certain nombre de points sont irréfutables. Les Bulgares sont incapables de réfuter les accusations lancées contre trois de leurs ressortissants, dont un en prison en Italie (les deux autres couverts par l'immunité diplomatique avaient été rappelés à Sofia avant que des mandats d'arrêt ne soient lancés contre eux). Les Bulgares ont fourni pas mal d'armes aux Brigades Rouges, l'Etat italien tente donc (à tort ou à raison) de se venger de la Bulgarie avec Agca. Le PC bulgare contrôle de tous les étrangers sur son territoire, en particulier les Turcs, et touche un pourcentage sur la drogue et les armes qui transitent par le pays. Il est donc évident qu'Agca était repéré par le PC bulgare, lors de son séjour de six mois et plus à l'hôtel japonais de Sofia, et il distribuait les dollars à poignées (comme me l'ont rapporté des personnes qui l'ont connu alors). Comme Van der Lubbe et l'incendie du Reichstag, Agca a été super-manœuvré par multiples personnes, et il est probable qu'une foison de services secrets de plusieurs impérialismes ont agi en voulant se rouler les uns les autres.

La suite à la prochaine théorie.

Martin Zemliak

TPETOTO NONVAPENE





On pourrait penser --et c'était mon impression-- que publier une brochure «*Trente ans de luttes ouvrières en URSS 1953-1983*» (1) n'aboutirait qu'à une liste connue de faits déjà vus. En réalité un très sérieux effort de synthèse et de connaissances, doublé d'une belle tolérance dans la citations des sources (j'aurais ajouté «*Le Monde Diplomatique*» si souvent pillé dans la presse militante) et une grande annonce pour «*Iztok*», font que cette brochure est très utile.

Les points forts consistent dans un résumé socio-économique pour chaque période, nullement manichéen (p.15, sur la hausse du niveau de vie entre 1960 et 1975), des extraits de témoignage sur des luttes, des citations et des jugements intéressants. Par exemple, les paroles de Bielotserkovski sont justes: les travailleurs «ont essayé de s'insurger en Union Soviétique avant l'intelligentsia, à la différence de tous les autres pays socialistes de l'Europe de l'Est!» (mais l'exagération lui fait oublier l'Allemagne de l'Est avec les ouvriers de 1953). Les remarques sur les différents aspects de la lutte ouvrière soviétique sont importantes, et là aussi, accompagnées d'une lucidité exemplaire: «*Le pouvoir a mis en place un système de contrôle social tel qu'il a réussi à détruire dans une large mesure les comportements et la conscience de groupe chez les travailleurs, il a réussi à atomiser, à individualiser la protection*».

Je pense qu'il faut nuancer cet aspect exact, en tenant compte --pour la lutte des travailleurs contre le capitalisme d'Etat-- pas seulement de l'alcoolisme (lent suicide) comme semble le suggérer une citation du «*Monde*», mais de l'impact de tout ce qui est «*déviant*». Il s'agit, surtout pour les jeunes, de la musique occidentale, d'imitation de mode type punk ou débraillé, qui secouent profondément l'establishment soviétique (voir «*Chroniques et Documents: l'URSS*» 1985). On peut ajouter à cela le travail en profondeur d'une série d'individus dont les attitudes et les écrits contrastent fortement avec les normes officielles. «*Literaturnaya Gazeta*», tout en étant on ne peut plus officielle comme hebdomadaire, permet des articles de critiques et de réflexions qui ne seraient pas malvenues dans les publications anti-soviétiques de l'émigra-

tion. Des chroniques, comme celles de l'oury Bondarev «*Mgnovenia*» (instansympathies libérales de G.M. Tamas dans «*L'Oeil et la Main*» (édité par Noir, Izток, L'Atelier de Création Libertaire, etc...). «*Tierra y Libertad*» tannées), Moladia Gvardia 1983, peuvent être lourdes de sens: avec une évocation finale de Tostoi à travers des citations comme: «*Je lui ai dit que j'attends et je rêve d'un, mais je n'en rêve pas seulement, j'y contribue, d'un autre progrès important; pas celui de l'électrification et du vol dans les airs, mais du progrès de la fraternité, de l'union, de l'amour... La vie ne représente que cela*» (25 avril 1985). Et, bien sûr, le lecteur soviétique,

privée des moyens de production». Il ne s'agit nullement du trotskiste de service escrimant son argumentation (l'URSS n'est pas capitaliste puisqu'il n'y a pas de moyens de production privés, vive l'URSS!; la bureaucratie règne en URSS, il faut la détruire, à bas l'URSS!). C'est un dissident Est-Allemand connu, Havemann, cité dans le dernier numéro d'«*Izток*». En fait, les illusions léninistes demeurent (9% de voix pour le PC aux dernières élections françaises), de même que les visions fascistes (9% pour le Front National). Et il faut revenir en profondeur sur ces questions.

ANNIVERSAIRE: IZTOK EN BUGARE A DIX ANS

Décembre 1975-décembre 1985 et 25 numéros reflétant une vision libertaire et l'émigration bulgare récente. En effet, au contraire des autres revues de l'émigration bulgare, anarchistes et autres, *Izток* est faite par des émigrés plus jeunes. Rappelons que le travail de la revue a entraîné la naissance de la partie en français et de plusieurs éditions de livres et brochures:

- Markov «*L'Odyssée d'un passeport*»
- Vassilev «*L'idée des soviets*»
- Litvinov «*Nestor Makhno et la question juive*».

Le numéro d'*Izток* en bulgare d'août 85 publie une lettre en russe de Litvinov, peu avant son décès, où il exprime son désir de recevoir «des informations sur le mouvement anarchiste dans le monde». Il donnait une brève biographie de lui-même. *Izток* en français de mars 86 évoque sa vie.

ou militant occidental, retrouve par ricochet, le slogan de Lénine: «*Les soviets et l'électrification*» qui, comparé à la réflexion de Tolstoï, sonne lugubrement creux.

L'introduction de la brochure affirme allégrement: «*Plus personne aujourd'hui, mis à part quelques arriérés mentaux, ne soutient que le régime dit «soviétique» ait quelque chose à voir avec le socialisme*». A part cela, on peut opposer: «*Pourquoi je considère ce pays (l'Allemagne de l'Est) comme la meilleure moitié de l'Allemagne? Parce que je crois qu'il est historiquement plus avancé, parce qu'il a éliminé une forme dangereuse de privilège, la propriété*

«*Izток, revue libertaire sur les pays de l'Est*» (2), joue ce rôle de révélateur de la nature du marxisme léninisme. Le numéro 12 de mars 1986, publie deux documents consistants: la présentation d'une revue libertaire polonaise à Gdansk, une étude fouillée de l'Allemagne de l'Est. A la différence des premières revues anarchistes au Portugal en 1974, ou en Espagne en 1977, «*Homek*» ne donne pas l'impression d'être composée de traductions de l'étranger. Visiblement les auteurs possèdent une conscience libertaire claire et ils l'appliquent en cogitant sur la société polonaise, et la récupération catholique de Solidarnosc. La critique du libéralisme est aussi remarquablement claire. L'étude sur l'Allemagne de l'Est est vraiment à lire, parce que c'est un climat à part et que l'auteur connaît très bien la question. Un compte-rendu critique met à mal les de Mexico nous apprend que des pressions sont faites sur Tamas pour l'obliger à quitter la Hongrie (n.456, janvier 86) car sa présence, ses écrits deviennent trop populaires et l'Etat rouge intervient. Ce numéro d'«*Izток*» contient également des informations sur la Bulgarie, la Roumanie, une impression sur l'Algérie socialiste, et une page sur la mort de Litvinov, auteur d'un samizdat sur Makhno en 1982, publié en français par «*Volonté Anarchiste*» en 1984. Le numéro de juin sera consacré à Cuba.

Martin Zemliak

(1) OCL-Courant Alternatif: «*Trente ans de luttes ouvrières en URSS (1953-1983)*», Acratie, 1986, 40 pages, 15 francs.

(2) «*Izток*» numéro 12, mars 1986, 48 pages, 20 francs. (BP 161-09-75422 Paris cédex 09).

COMMUNIQUÉS

P'TIT LOUIS

«Toi Petit Louis, t'es pas dans l'coup
T'as pas voulu prendre les armes
T'as pas voulu tuer du tout
Ils t'ont mis douze ans en cabane»
P'tit Louis, c'est Lecoin, pacifiste
libertaire. Vous connaissez, bien sûr.
L'UPF diffuse un disque de Roland Hénaut et Elizabeth Gillet,
dont sont tirés ces quatres vers.
C'est un petit 33 tours, avec 4 titres,
sympathiques, gouailleurs et décapants à souhait.
A l'écouter, et à diffuser!

A commander à l'UPF, 4 rue Lazare Hoche, 92100 Boulogne.

Et pour les fêtes, spectacles, etc... pensez à eux: R. Hénaut, 7 rue des Myrtilles 36130 Deols (tél. 54 35 15 66).

CNT PTT REGION PARISIENNE

Le syndicat CNT PTT de la région parisienne tient une permanence tous les lundis de 18h30 à 20 h.; une assemblée générale le 1er et 3ème mercredi de chaque mois à 20 h30 au 33 rue des Vignoles 75020 Paris (métro Avron ou Buzenval).

1000

Dérive 17 vient de publier le recueil d'André Cortade: «1000, Histoire Désordonnée du MIL», anthologie inédite des principaux textes et documents du Mouvement Ibérique de Libération (MIL ou 1000), groupe révolutionnaire des années 70, auquel participait Puig Antich, dernier condamné à mort du régime franquiste.

Dérive 17, BP 79 75462 Paris cédex 10 (prix du livre: 50 F)

LA CNT A LYON

Les camarades lyonnais de la CNT, organisent un débat le 3 mai à 15 heures au CEP (44 rue St Georges, Lyon 5):

- La CNT aujourd'hui en France
- La CNT à Lyon
- La conjoncture.

Seront présents des membres du Bureau Confédéral de la CNT, de militants du syndicat des PTT du Rhône et des militants de l'union locale CNT Lyon.

UL CNT Lyon, BP 2600 69218 Lyon cédex 02.

PERMANENCES TELEPHONIQUES RESEAU INFOS SANTE

Le Réseau Information Santé de Bègles tient deux permanences téléphoniques:

- Antimilitarisme: infos juridiques, démarches, objos, insoumis, réfractaires... Par ailleurs, ils disposent d'une bibliothèque et d'un réseau d'infos conséquent. Dans la mesure du possible un répondeur-relais d'infos sera mis en place le jeudi soir à partir de 20 h. Les contacter au 56 33 14 72 le jeudi après-midi de 14 à 18 h.
- Médecin Gay: nous cherchons un(e) médecin pour permanences le jeudi après-midi. Ecrire au RIS, BP 43, 33322 Bègles cédex ou téléphonez au 56 33 14 72.

L'assemblée générale hebdomadaire et les permanences pour le RIS se tiennent aux mêmes heures le même jour.

Le RIS édite aussi un journal, qui porte le même nom.

REBELLESUR UTOPIE

Tous les Marseillais et Marseillaises (Allons Enfants...) désirant écouter une émission de radio résolument libertaire peuvent se brancher tous les dimanches de 13 heures à 14 h 30 (Merde et Star-kutsch et hic) sur Radio Utopie 88.8 FM pour «Rebelles».

Tous les individus ou groupes désirant passer des informations sur une radio marseillaise peuvent nous envoyer communiqués, tracts, journaux, K7... à: Rebelles, c/o Radio Utopie, bp 56 Marseille cédex 13.

CAHIERS DU C.I.R.A.

Le premier numéro des Cahiers du CIRA vient de paraître. Il contient une étude de Michel Cordillot intitulée: «La naissance du mouvement ouvrier à Besançon: la Première Internationale, 1869-1872».

On peut se procurer ce numéro (52 pages, 35 F) en s'adressant à Editions Culture et Liberté, bp 40 13382 Marseille cédex 13.

ciao anarchici

Séjournant à Venise, à la fin septembre 1984, on ne pouvait manquer de tomber tôt ou tard sur des milliers de touristes d'un genre particulier: c'étaient des anarchistes venus de toutes les parties du monde pour une rencontre internationale. Cette rencontre voulait être à la fois une fête, un colloque et l'affirmation d'une identité. C'est là qu'est né ce livre, pour refléter des visages, des gestes, des mots, des émotions. Il est réalisé en quatre langues, quatre éditeurs y ont collaboré. Album de famille, reportage ethnographique, document historique. Il montre les cents visages du peuple de l'anarchie.

Vous pouvez commander ce livre: une centaine de pages, couverture en quadrichromie
100 Francs, port compris.

ATELIER DE CREATION LIBERTAIRE, 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon
CCP 57 24 59 L LYON

images d'une rencontre
internationale
anarchiste

VENEZIA 1984

ANARCHISME CONTEMPORAIN VENISE 84

1

ANARCHO-SYNDICALISME ET LUTTES OUVRIERES

«L'anarcho-syndicalisme a-t'il encore un avenir? Ou, sous une autre forme, la lutte ouvrière, le mouvement ouvrier sont-ils encore une voie possible pour une transformation libertaire de la société?»

Daniel Colson: *Anarcho-syndicalisme et pouvoir* / **Luis Andres Edo:** *Syndicalisme révolutionnaire* / **Octavio Alberola:** *le déclin idéologique et révolutionnaire de l'anarcho-syndicalisme espagnol* / **Yvon le Bot:** *le dernier pays de l'utopie ouvrière?* / **Nicolas Trifon:** *Syndicalisme: révolutionnaire dans le socialisme réel?*

1985, 104 pages, 56 Francs

2

AVENTURES DE LA LIBERTE

«Que signifie «vivre l'anarchie» dans le monde de la domination? Sur quoi fonder une éthique, une fois rejetées les normes et les lois imposées de l'extérieur? Quelle est la place de la nature, de la technique, de la science, dans l'effort vers une société libre et la réflexion à son sujet? Ces questions simples et leur discussion sont autant de reflets des tensions libertaires dans les sociétés contemporaines, autant d'aventures de la liberté.»

Roberto Ambrosoli: *L'anarchisme de tous les jours* / **Roger Dadoun:** *Vivre l'anarchie* / **Murray Bookchin:** *Le changement radical de la nature* / **Robert Pages:** *La liberté, la guerre et la servitude* / **Ariane Gransac:** *La «libération» des femmes* / **Mario Borillo:** *Vers un «1984» informatique*

1985, 80 pages, 44 Francs

3

L'ETAT ET L'ANARCHIE

«Ce que l'on a considéré, avec beaucoup de hauteur, comme l'idéalisme naïf de l'anarchisme, le simplisme de ses théories, son extrémisme, l'a emporté à la longue sur tous les autres projets d'émancipation, bien intentionnés peut-être mais autoritaires. Et tandis que l'anarchisme réfléchit sur lui-même, il ne peut pas ne pas penser à sa bête noire, à son image en négatif: l'Etat.»

Eduardo Colombo: *L'Etat comme paradigme du pouvoir* / **Rudolf De Jong:** *Bilan et perspectives de l'anarchisme* / **Nico Berti:** *Pour un bilan historique et idéologique de l'anarchisme* / **Murray Bookchin:** *Un anarchisme pour 1984*

1985, 120 pages, 58 Francs

Nouveauté

LA REVOLUTION

Avant, en d'autres temps, le fantôme de la Révolution hantait les nuits des puissants de la Terre; aujourd'hui, en attendant des temps meilleurs, il trouble l'esprit des révolutionnaires déçus.

Luciano Lanza: *La Révolution est morte, vive la Révolution* / **Joao Freire:** *Un anarchisme non-révolutionnaire* / **Horst Stowasse:** *La Révolution, élément spirituel ou constitutif de l'anarchisme?* / **Claude Orsoni:** *La Révolution en question* / **Tomas Ibanez:** *Adieu la Révolution* / **Eduardo Colombo:** *A nous la Révolution.*

1986, 106 pages, 56 Francs

abonnez

NOM:
PRENOM:
ADRESSE:
.....
CODE POSTAL:
VILLE:

- ABONNEMENT 5 NUMEROS (1 AN): 70 FRANCS
- ABONNEMENT 10 NUMEROS (2 ANS): 140 FRANCS
- ABONNEMENT DE SOUTIEN (2 ANS): 200 FRANCS
- ABONNEMENT MILITANT (5 EXEMPLAIRES PENDANT 1 AN):
..... 300 FRANCS

(AJOUTER 10 FRANCS POUR L'ETRANGER)

LIBELLER LES CHEQUES A : IRL CCP 4 150 95 N LYON
IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON

vous